



Président : M. Paul J. F. LUSAKA (Zambie).

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation au Moyen-Orient : rapports du Secrétaire général (suite)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Trois projets de résolution ont été présentés sur la question à l'examen [A/39/L.19 et Corr.1, L.20 et Corr.1 et L.21 et Corr.1].

2. M. OCHIENGHS-WELLBORN (Ouganda) (*interprétation de l'anglais*) : La crise du Moyen-Orient est l'un des problèmes les plus énormes et les plus difficiles à résoudre sur le plan international. Depuis quatre décennies, la région du Moyen-Orient n'a pratiquement connu ni paix ni tranquillité. Cinq guerres ont éclaté et ont causé de nombreux morts et de grands dégâts matériels. La grave situation qui règne au Moyen-Orient préoccupe la communauté internationale tout entière parce qu'elle met en péril la paix et la sécurité mondiales et pourrait provoquer un affrontement entre les grandes puissances.

3. Les conséquences des guerres dans cette région ont été ressenties dans le monde entier. C'est pourquoi, alors que nous approchons du quarantième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, nous devons nous rappeler que l'élaboration d'une solution pacifique de la crise du Moyen-Orient demeure l'une des tâches les plus difficiles et les plus urgentes de l'ONU.

4. Comme le Secrétaire général l'a souligné dans son rapport :

«La recherche d'un règlement pacifique au Moyen-Orient a suivi une évolution qui n'est devenue que trop familière. Chacune des cinq guerres destructrices qui n'ont rien résolu a été suivie d'un nouvel effort de paix, inspiré par une conscience plus vive des risques inhérents à la situation sans issue qui se perpétuait. Chaque fois, des propositions étaient faites et, dans certains cas, aboutissaient à un accord partiel, mais l'effort de paix était vite bloqué... Avec le temps, on perdait le sentiment de l'urgence de la situation et on laissait de nouveau l'impasse persister jusqu'à la grande crise suivante.» [A/39/600, par. 35.]

5. Toutes les propositions de paix ont échoué à cause de l'intransigeance d'Israël. Cette intransigeance est le résultat de l'objectif déclaré d'Israël d'empêcher le peuple palestinien de recouvrer ses droits inaliénables.

6. On se souviendra qu'il y a deux ans, l'invasion israélienne brutale et totalement injustifiée au Liban, accompagnée des massacres horribles de Sabra et de Chatila, ébranlait la conscience de la communauté

internationale dans son ensemble et lui avait fait comprendre à quel point il était urgent de résoudre le problème.

7. Même les Etats-Unis ont reconnu qu'il était nécessaire d'apporter une solution globale à la situation du Moyen-Orient, une solution qui tienne compte des droits du peuple palestinien. En conséquence, le président Reagan a ébauché une initiative de paix le 1^{er} septembre 1982¹. Le 15 septembre 1982, l'Union soviétique a présenté ses propositions de règlement².

8. Les Etats arabes, de même que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ont répondu de façon positive aux propositions en vue d'une paix juste en présentant leur plan de paix, qui était énoncé dans la Déclaration finale adoptée le 9 septembre 1982 par la douzième Conférence arabe au sommet, tenue à Fès³. Malgré les provocations que constituent l'invasion injustifiée du Liban par Israël et la poursuite de l'établissement de colonies de peuplement dans les territoires arabes occupés, ils s'en sont tenus au plan de Fès. Ce plan fournit la base d'une paix juste et durable permettant à tous les Etats de la région de coexister à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. La Conférence internationale sur la question de Palestine, qui s'est tenue à Genève du 29 août au 7 septembre 1983, et la trente-huitième session de l'Assemblée générale ont accueilli favorablement le plan de Fès et ont demandé que se tienne une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient.

9. Il est regrettable que la réponse d'Israël à ces propositions ait été négative et provocatrice. Israël a rejeté toutes les propositions de paix, d'où qu'elles viennent, et a accru le nombre de ses colonies de peuplement dans les territoires arabes occupés.

10. Depuis sa création, Israël a voulu dissimuler ses desseins et ses actes d'acquisition de nouveaux territoires arabes en faisant valoir son «souci de préserver sa sécurité à l'intérieur de frontières internationalement reconnues». Chaque fois qu'il lui a été enjoint de se retirer des territoires arabes occupés en application de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, qu'il avait acceptée, Israël a prétendu qu'il ne conservait les territoires qu'à des fins de négociation. Il voulait ainsi donner l'impression que, en échange d'une reconnaissance, il se retirerait des territoires occupés si un règlement global intervenait. Or si Israël a rejeté catégoriquement et réduit à zéro toutes les initiatives de paix, ce n'est pas parce qu'elles n'offraient pas de garanties de sécurité à tous les Etats de la région, mais bien parce qu'elles s'attaquaient au problème qui est au cœur de la crise du Moyen-Orient. Elles demandaient le retrait d'Israël des territoires occupés et le rétablissement des droits inaliénables du peuple palestinien.

11. La résolution 181 (II) de l'Assemblée générale, en date du 29 novembre 1947, à laquelle Israël doit son

existence, demandait de même la création de l'Etat palestinien. Cependant, depuis l'adoption de cette résolution par l'Assemblée générale, Israël n'a cessé de faire obstacle à la création d'un Etat palestinien, tout en empiétant sur les territoires palestiniens dans son dessein d'établir Eretz Yisrael. C'est dans ce contexte que les personnes honnêtes doivent juger les actions d'Israël et son rejet des propositions de paix. L'annexion du territoire syrien des hauteurs du Golan, la déclaration faisant de Jérusalem la capitale éternelle, l'invasion du Liban et l'annexion progressive de la Rive occidentale et de Gaza par la mise en place de colonies de peuplement illustrent le cheminement politique suivi par Israël depuis des décennies.

12. La population arabe des territoires occupés est systématiquement harcelée, terrorisée politiquement et économiquement et persécutée, l'objectif étant à l'évidence de la forcer à fuir dans l'exil. Contrairement aux appels du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, Israël s'entête à refuser de reconnaître que les conventions de Genève de 1949 s'appliquent aux territoires occupés. Cette position traduit implicitement la conception erronée selon laquelle ces territoires font partie d'Israël. Cette attitude montre un désir évident d'annexer la Rive occidentale et Gaza.

13. L'Ouganda estime que si Israël continue de faire preuve d'intransigeance, c'est parce que ceux qui sont en mesure de le faire n'ont pas exercé sur lui des pressions suffisantes afin de l'obliger à se conformer à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Chaque guerre ou chaque acte d'agression s'est accompagné de l'utilisation d'armes encore plus sophistiquées pour intimider ses voisins. La région a été transformée en un théâtre où sont essayées de nouvelles armes perfectionnées. Nous sommes perplexes lorsque certains, au lieu de se préoccuper des souffrances terribles causées aux victimes par ces armes, savourent ou contemplent d'un œil satisfait le succès des armes qui se trouvent dans leur camp idéologique. Pour nous, en Afrique, il est inquiétant de voir qu'Israël s'équipe d'armes perfectionnées à un niveau qui dépasse ses besoins en matière de défense, en vue de sa collaboration militaire avec l'Afrique du Sud raciste, notre ennemie jurée.

14. L'Ouganda a toujours estimé que les aspects essentiels d'un plan de paix réel constituent un ensemble dont chaque partie est intimement liée à l'autre. Nous avons soutenu que le conflit ne pourra être résolu que s'il y a un règlement global couvrant tous les aspects de la situation. L'Organisation des Nations Unies doit offrir le cadre d'une paix juste et globale. Le cadre de paix ne sera juste que s'il rétablit le peuple palestinien dans ses droits et il ne sera global que s'il prend en compte toutes les aspirations légitimes de la région, ce qui implique la participation de toutes les parties intéressées.

15. Une telle solution doit inclure les éléments suivants : premièrement, le retrait d'Israël des territoires arabes occupés; deuxièmement, le droit des réfugiés de retourner dans leurs foyers; troisièmement, l'exercice par les Palestiniens de leur droit à l'autodétermination.

16. Etant donné que le rétablissement des droits du peuple palestinien constitue la partie essentielle d'un règlement, il s'ensuit que les Palestiniens, par l'inter-

médiaire de l'OLP, leur seul représentant authentique, doivent nécessairement participer aux négociations.

17. Dans ce contexte, je rappelle que l'Ouganda appuie la tenue d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, demandée par la Conférence internationale sur la question de Palestine, tenue en 1983. Nous croyons que les chances de succès d'un processus de paix au Moyen-Orient seront plus grandes si l'Union soviétique, les Etats-Unis, l'OLP et toutes les autres parties intéressées y participent sur un pied d'égalité. Nous regrettons que les efforts du Secrétaire général pour convoquer la conférence aient été anéantis par Israël avec le soutien d'un Etat Membre de l'Organisation. Le Secrétaire général précise dans son rapport :

"En ce qui concerne la proposition de convoquer une conférence de la paix pour le Moyen-Orient, je rappellerai que la précédente Conférence de la paix qui s'est tenue en décembre 1973, et dont les Etats-Unis et l'Union soviétique étaient coprésidents, a été utile, en fait, pour l'élaboration des arrangements qui ont été pris après la guerre de 1973 au Moyen-Orient." [*Ibid.*, par. 46.]

18. L'Ouganda estime que la convocation de cette conférence permettrait de faire progresser les perspectives de paix dans la région. Nous demandons à toutes les parties intéressées d'apporter leur plein appui au Secrétaire général à cette fin.

19. M. MAITHA (Kenya) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation du Kenya estime que la situation au Moyen-Orient, qui n'est toujours pas réglée, tire son origine de la persécution des Juifs en Europe au cours de la seconde guerre mondiale et de leur désir d'émigrer vers la terre qu'ils disent être celle de leurs ancêtres en Palestine. Mais la terre où ils souhaitent se rendre n'était pas inhabitée. Un autre peuple l'occupait et était également lié à cette terre par des liens ancestraux.

20. Lorsqu'à la fin de la seconde guerre mondiale la question s'est posée de savoir ce que devaient faire les Juifs persécutés en Europe, l'Assemblée générale s'est saisie du problème et a adopté la résolution 181 (II) en 1947.

21. Par cette résolution, l'Assemblée générale créait un Etat arabe et un Etat juif sur le territoire antérieurement sous mandat britannique de la Palestine. Depuis lors, la région du Moyen-Orient est devenue un foyer de tension et de guerre. Les événements tragiques qui ont suivi la décision de partager la Palestine sont bien connus et je n'abuserai pas du temps de l'Assemblée en les relatant en détail. Ces détails font l'objet de nombreux documents et ne sont qu'une longue liste de souffrances humaines. Le cœur du problème est la Palestine.

22. Les Nations Unies, n'ayant pas pleinement tenu compte des conséquences de leur décision, ont assisté en 1948 au conflit qui a suivi le partage de la Palestine. La solution qui a été trouvée à la fin du conflit se résu-mait essentiellement à l'octroi d'une aide humanitaire. Bien que cet aspect ait été important, on n'aurait pas dû le considérer comme constituant le règlement définitif des problèmes découlant de la division de la Palestine.

23. Ce problème revêtait d'autres dimensions qui ont été négligées après le conflit arabo-israélien de 1948.

Le fait que l'Organisation ne soit pas parvenue à mettre au point des solutions satisfaisantes en ce qui concerne tous les aspects des problèmes a abouti à la réalité des 37 dernières années, à savoir que la région du Moyen-Orient a été dévastée par cinq guerres et d'innombrables ruptures de la paix et de la sécurité. Ces événements malheureux se sont produits en raison de la situation très peu satisfaisante qui régnait dans la région et de la question des droits légitimes du peuple palestinien, qui n'a toujours pas été résolue.

24. L'Assemblée générale, lors de sa vingt-neuvième session, en 1974, s'efforçant de trouver une solution juste et appropriée au problème du Moyen-Orient, ne s'est pas contentée, comme elle le faisait dans le passé, d'examiner uniquement le problème des réfugiés au Moyen-Orient mais a commencé à envisager le problème dans son ensemble. Lors de cette session, ma délégation a été heureuse d'approuver l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée du point intitulé "La question de Palestine". Nous demeurons convaincu que la question de Palestine exige de toute urgence une attention particulière de la communauté internationale jusqu'à ce que l'on ait trouvé une solution juste et durable au problème.

25. La vingt-neuvième session de l'Assemblée générale a été très importante car elle a marqué un tournant dans l'examen politique de la question de Palestine. C'est au cours de cette session que l'Assemblée, pour la première fois, a discuté en séance plénière de la question de Palestine. C'est également au cours de cette session que l'Assemblée a réaffirmé les droits inaliénables du peuple déraciné et spolié de Palestine à l'autodétermination et à la création d'une patrie qui lui soit propre. Au cours de cette session, l'Assemblée a également reconnu que la participation des Palestiniens est indispensable à l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. Ma délégation est heureuse de voir que l'Assemblée a enfin accepté ce qui aurait dû être accepté et vivement défendu avant les catastrophes qui se sont abattues sur le peuple palestinien en 1947 et 1948 et qui depuis si longtemps ont troublé la paix et la sécurité dans l'ensemble du Moyen-Orient.

26. Nous estimons que, puisque c'est l'Assemblée générale qui a décidé, à l'origine, le partage de la Palestine, elle doit continuer à rechercher les moyens de régler tous les problèmes engendrés par sa propre décision. Ce qu'il faut, c'est un règlement global, juste et durable, propre à faire régner la paix dans la région.

27. Au centre de tous les problèmes qui affligent cette région infortunée, il y a le sort d'un peuple, les Palestiniens arabes. Bien que de vastes groupes de Palestiniens aient été déracinés, déplacés et arrachés à leurs foyers ancestraux, leurs droits ne devraient en aucune circonstance être foulés aux pieds, sacrifiés ou minimisés. Ces gens ont été dispersés très loin, mais la plupart vivent dans des camps de réfugiés peu éloignés de leur patrie et d'autres vivent dans les territoires des Etats arabes voisins. Ils n'ont pas disparu de la surface de la terre. En conséquence, leur place au soleil et dans le pays de leurs ancêtres ne doit jamais faire l'objet d'une contestation et devrait leur être rendue d'urgence. Il est temps que l'Organisation fasse face à la réalité du problème du rétablissement des droits du peuple palestinien. Au sujet de la question de Palestine, ma délégation s'inspire des prin-

cipes suivants : premièrement, le peuple palestinien, ce peuple déplacé, a droit à une patrie et, s'il le désire, à son propre Etat sur sa terre ancestrale, un Etat libre, indépendant, souverain et distinct de l'Etat d'Israël; deuxièmement, le peuple palestinien a le droit de participer aux travaux de toute instance réunie pour trouver des solutions aux problèmes qui l'affectent.

28. Depuis l'adoption de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, un processus de négociations a été établi. Il s'est élargi après les hostilités qui se sont déclenchées en 1973 et après l'adoption de la résolution 338 (1973) par le Conseil de sécurité.

29. Par ailleurs, dans sa résolution 3089 D (XXVIII) du 7 décembre 1973, l'Assemblée générale a réaffirmé que le peuple de Palestine doit pouvoir exercer son droit à l'autodétermination, conformément à la Charte des Nations Unies, et elle a déclaré que la réalisation des droits inaliénables du peuple de Palestine est indispensable à l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

30. Ma délégation accepte les dispositions des résolutions que je viens de mentionner et elle pense que, si l'on veut une paix durable, les Palestiniens doivent prendre part aux délibérations touchant leur avenir. Nous demandons à Israël de reconnaître qu'une paix durable lui échappera tant que les Palestiniens déplacés ne seront pas entendus et qu'ils ne participeront pas pleinement à toutes les négociations et décisions qui les affectent.

31. Nous constatons avec regret qu'en dépit des nombreuses résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale au sujet de la question de Palestine Israël continue d'ignorer ou de méconnaître les exigences formulées dans ces résolutions.

32. Israël a été prié de permettre aux réfugiés palestiniens de retourner dans leurs foyers et de recouvrer leurs biens, mais il a fait fi de cette requête au point de détruire militairement des camps de réfugiés dans des régions où il n'a aucune juridiction et qu'il occupe par la force des armes. Israël a été prié de négocier avec le représentant du peuple palestinien, sur un pied d'égalité, mais il a refusé de le faire.

33. Israël a été prié de respecter pleinement les dispositions des résolutions 465 (1980) et 478 (1980) du Conseil de sécurité ainsi que de la résolution ES-7/2 de l'Assemblée générale, en date du 29 juillet 1980, mais il ne l'a pas fait. Ce n'est pas seulement de ces résolutions qu'Israël a fait fi impunément, mais de pratiquement toutes les résolutions de l'Assemblée et du Conseil adoptées au sujet de la Palestine.

34. La position de la délégation du Kenya reste inchangée et, au cours de la présente session de l'Assemblée générale, le Kenya adoptera une position analogue à celle qu'il a toujours eue à l'égard de cette question. Nous ne pouvons pas nous écarter de notre position de principe, d'autant plus qu'Israël continue à mépriser les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies et, ce faisant, entrave la réalisation du droit inaliénable et légitime du peuple palestinien à l'autodétermination.

35. Nous maintenons notre position, à savoir qu'Israël doit se retirer de tous les territoires arabes occupés depuis la guerre de juin 1967. Nous ne pouvons absolument pas accepter que l'on acquière des territoires par la force, comme Israël l'a fait avec les terri-

toires palestiniens et autres territoires arabes. Nous continuerons de nous opposer à ce que l'on accorde toute assistance à Israël, car celle-ci ne fait que renforcer davantage encore l'intransigeance et l'agressivité manifestées par ce pays envers le peuple de Palestine et ceux du Moyen-Orient dans son ensemble. Nous continuerons de condamner le mépris manifesté par l'Etat d'Israël à l'égard de la communauté internationale. De même, nous continuerons de défendre le droit de tous les Etats d'exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

36. M. MBANZE (Mozambique) [*interprétation de l'anglais*] : L'Assemblée générale est saisie de la question du Moyen-Orient depuis plus de 30 ans. Inutile de dire que, pendant cette longue période, de nombreuses résolutions et décisions ont été adoptées et par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité.

37. Pendant le débat sur cette question à la trente-huitième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 38/180 D, par laquelle elle condamnait, entre autres, l'occupation continue par Israël des territoires palestiniens, y compris Jérusalem, et exigeait une fois encore qu'Israël se retire immédiatement et inconditionnellement de tous les territoires occupés depuis 1967.

38. Le fait qu'en 1984, à la session en cours de l'Assemblée générale, la communauté internationale doit faire la même demande qu'en 1967 est une preuve de l'intransigeance d'Israël et de son mépris total de la Charte des Nations Unies. Tout en demandant aux Nations Unies de redoubler d'efforts dans la recherche d'un règlement pacifique, juste et durable de la crise au Moyen-Orient, ma délégation reconnaît le rôle joué par l'Organisation dans la recherche d'une juste solution de la situation au Moyen-Orient.

39. La responsabilité de la crise persistante au Moyen-Orient incombe à Israël et à certains Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ont empêché celle-ci d'adopter d'autres mesures appropriées conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, notamment celles du Chapitre VII.

40. La communauté internationale a fait preuve d'imagination dans ses efforts en vue de réaliser une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient. De nombreuses propositions et initiatives ont été présentées et les délégations qui ont pris la parole avant moi en ont parlé.

41. Non seulement Israël a rejeté ces initiatives, mais il a violé davantage encore les principes fondamentaux du droit international, comme le montrent l'annexion de la partie orientale de Jérusalem et la décision d'appliquer la juridiction et l'administration israéliennes aux hauteurs syriennes du Golan. La tragédie du Liban est aussi un exemple frappant de l'agressivité croissante d'Israël.

42. Mon gouvernement est également fort préoccupé de la collaboration accrue entre Israël et le régime d'apartheid ainsi que certains Etats Membres parce que cette collaboration sape tous les efforts de paix au Moyen-Orient et encourage le régime à poursuivre sa politique de militarisation, de génocide et d'expansion.

43. Ma délégation s'associe aux autres Etats Membres qui ont condamné cette collaboration et ont lancé un appel à ces Etats pour qu'ils cessent immédiatement leur collaboration avec le régime sioniste.

44. On ne saurait établir dans la région une paix juste et durable si ce n'est sur la base du retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem. Un règlement global au Moyen-Orient devra aussi être réalisé grâce à un règlement juste du problème palestinien, fondé sur la reconnaissance des droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création de son Etat indépendant et souverain, conformément à la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale.

45. Le plan arabe de paix³, adopté le 9 septembre 1982 par la douzième Conférence arabe au sommet, tenue à Fès, et appuyé à la fois par la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi en mars 1983, et par l'Assemblée générale, représente un cadre adéquat pour l'établissement d'une paix durable dans la région. Si Israël veut contribuer à l'instauration d'un climat de paix dans la région, il doit envisager de respecter les dispositions de ce plan.

46. La position de mon gouvernement à l'égard de la situation au Moyen-Orient est bien connue. Elle a été réaffirmée maintes fois ici, à l'Organisation des Nations Unies, et ailleurs. Nous croyons fermement que la paix dans la région peut être obtenue si Israël reconnaît au peuple palestinien le droit à l'autodétermination et à la création de son propre Etat indépendant et souverain. Nous réaffirmons notre appui à l'OLP. Israël doit retirer ses forces des territoires arabes occupés et respecter et reconnaître la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des Etats de la région et leur droit de vivre en paix, à l'abri de la menace de recours à la force.

47. Mon gouvernement réaffirme son appui à la Déclaration de Genève sur la Palestine et au Programme d'action pour la réalisation des droits des Palestiniens⁴, adoptés par la Conférence internationale sur la question de Palestine, tenue à Genève en 1983, ainsi qu'à la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient.

48. Ma délégation souhaite féliciter le Secrétaire général pour les efforts qu'il a entrepris conformément à la résolution 38/180 de l'Assemblée générale.

49. M. SALLAM (Yémen) [*interprétation de l'arabe*] : La délégation du Yémen a écouté le représentant d'Israël lorsqu'il a pris la parole devant l'Assemblée [72^e séance] au sujet des problèmes du Moyen-Orient, problèmes qui surgissent chaque jour entre frères et entre père et fils au sein de la famille arabe. Il a parlé de la guerre entre l'Iran et l'Iraq, il a parlé des malentendus entre les membres de la même famille arabe qui se produisent d'un bout à l'autre du monde arabe, et il a parlé de ce qu'il a appelé l'occupation par l'Egypte arabe du Yémen arabe. Cependant, il n'a pas du tout parlé de la situation au Moyen-Orient qui est le point que nous sommes en train d'examiner, à savoir le conflit arabo-sioniste.

50. Même s'ils ont des opinions divergentes et s'ils suivent des voies différentes pour parvenir à leur objectif, les Arabes n'en demeurent pas moins arabes et liés par des intérêts et une destinée uniques, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans. Les Juifs du Yémen, par exemple, sont arabes comme le reste des Arabes; ils sont liés au peuple arabe par des liens de sang, de parenté et ont un héritage commun.

51. Quant au représentant israélien, qui est venu ici avant-hier parler devant l'Assemblée avec son accent américain, il n'est qu'un intrus colonialiste qui n'appartient nullement à cette belle terre. Le but évident du représentant d'Israël dans son discours était de tourner en dérision les activités de l'Assemblée. Il fait une farce de notions sérieuses et dangereuses; il a ironisé. N'a-t-il pas honte de se moquer avec tant d'arrogance et de gloriole des activités de l'Assemblée, responsable au premier chef de la création d'Israël ? N'a-t-il pas honte de se moquer de l'Organisation des Nations Unies, organisation née des ruines de la seconde guerre mondiale qui a fait, comme il a été dit, 6 millions de victimes juives innocentes, massacrées par des nazis arrogants qui prétendaient que les Allemands étaient une race supérieure et que l'Allemagne était supérieure à toutes les nations ?

52. Comme aujourd'hui ressemble à hier !

53. Depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 38/180, le 19 décembre 1983, aucun progrès marquant n'a été enregistré dans la voie d'une solution pacifique du problème du Moyen-Orient. La région des hauteurs syriennes du Golan languit toujours sous l'occupation sioniste. Les habitants du sud du Liban continuent de souffrir sous le joug de l'occupation; ils sont soumis chaque jour à la répression, au terrorisme et aux arrestations; leurs habitations sont détruites et ils sont chassés de leurs foyers, loin de leurs familles. Nous condamnons fermement cette odieuse occupation du sud du Liban par les sionistes et nous rendons hommage aux courageux résistants, les fils du Liban, qui défendent leur sol, partie intégrante du monde arabe.

54. Les habitants de la Rive occidentale et de la bande de Gaza, toutes deux occupées, n'ont pas été plus heureux que leurs frères des hauteurs du Golan et du sud du Liban. Eux aussi sont soumis quotidiennement à des actes de répression, de terrorisme et d'expulsion et à des arrestations, en dépit de toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, y compris la résolution 38/79 B, dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁵, s'applique pleinement aux territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris la ville sainte de Jérusalem.

55. Des efforts considérables ont été déployés pour formuler des initiatives et des propositions en vue de résoudre la question du Moyen-Orient. L'initiative arabe énoncée dans la Déclaration finale adoptée le 9 septembre 1982 par la douzième Conférence arabe au sommet, tenue à Fès³, est toujours valable. Il y a aussi d'autres propositions et des initiatives sincères et constructives, dont les plus importantes émanent de l'Union soviétique et du Secrétaire général. Cependant, toutes ces initiatives et propositions, et les immenses efforts toujours déployés à ce jour en toute bonne foi en vue d'arriver à une paix juste et globale au Moyen-Orient, n'ont eu absolument aucun effet sur l'Etat d'Israël. Cette entité continue à ignorer complètement toutes ces initiatives et propositions et à faire fi des décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Elle continue à défier impunément la volonté de la communauté internationale à cause de l'appui économique, politique et militaire dont elle bénéficie de la part d'une grande puissance à qui

incombe, aux termes de la Charte des Nations Unies, une responsabilité internationale à laquelle elle ne fait pas honneur. L'accord de coopération stratégique entre Israël et les Etats-Unis démontre de manière flagrante que les Etats-Unis font fi des décisions de la communauté internationale. Cet accord va contre les intérêts des pays et des peuples de la région du Moyen-Orient.

56. La question de Palestine est au cœur du conflit arabo-israélien. Tant qu'Israël ne reconnaîtra pas les droits inaliénables du peuple palestinien, y compris son droit au retour dans ses foyers, à l'autodétermination et à la création de son propre Etat indépendant sur son propre sol sous la direction de l'OLP, la paix ne pourra régner au Moyen-Orient. C'est pourquoi le Yémen accueille favorablement l'idée de convoquer une conférence de la paix à laquelle participeraient, sur un pied d'égalité, toutes les parties intéressées, y compris l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien. Les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique, devraient également y participer. La délégation du Yémen, qui perçoit un rayonnement dans l'accord récemment intervenu entre les deux grandes puissances en vue de réduire les tensions dans le monde, espère vivement que cet accord visant à négocier sans conditions préalables toutes les questions, dont les plus importantes sont les questions de désarmement, aura des effets positifs non seulement sur les négociations spéciales relatives au désarmement mais aussi sur les efforts tentés pour résoudre les problèmes internationaux par des moyens pacifiques et sur une base équitable, selon le droit international.

57. Voilà des années que l'Organisation des Nations Unies essaie en vain de résoudre le problème tenace du Moyen-Orient, ce qui a porté préjudice à sa crédibilité et fait douter de sa capacité de résoudre les problèmes internationaux. La délégation du Yémen, je le répète, entrevoit une lueur d'espoir dans ce dernier accord entre les deux superpuissances et souhaite le succès de leurs efforts pour résoudre les problèmes internationaux, succès qui restaurerait le prestige et la crédibilité de l'Organisation et son autorité en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

58. M. GARBA (Nigéria) [*interprétation de l'anglais*] : C'est avec beaucoup d'attention et d'intérêt que ma délégation a pris connaissance du rapport du Secrétaire général [A/39/600]. Je tiens à exprimer notre reconnaissance au Secrétaire général pour ce rapport si complet. Les points soulevés dans ses observations représentent non seulement une évaluation objective de la situation complexe et délicate au Moyen-Orient mais devraient également pousser la communauté internationale à rechercher plus que jamais une paix durable dans la région.

59. Ce rapport devrait nous inciter à réfléchir. En effet, depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948, chacune des cinq guerres destructrices qui n'ont rien résolu, comme le signale le rapport, a été suivie d'un nouvel effort inspiré par une conscience plus vive des risques inhérents à la situation sans issue qui se perpétuait. La communauté internationale se doit donc de tout faire pour sortir de ce cercle vicieux et s'assurer que la série des occasions manquées de parvenir à une paix durable et de résoudre ce grave problème qui dure depuis si longtemps ne se répète pas.

60. Ma délégation reconnaît et perçoit la tension accrue au Moyen-Orient mais estime également qu'il est urgent que les Nations Unies insistent davantage sur un règlement politique pour sauver la région du fléau de la guerre. En fait il est évident que la situation devient chaque année plus dangereuse, avec l'acquisition et l'introduction croissantes dans la région d'armes toujours plus perfectionnées.

61. Malheureusement il n'y a pas eu pour autant de progrès vers la paix au cours de l'année écoulée car Israël persiste à ne pas vouloir œuvrer à un arrangement pacifique avec les palestiniens, qui constituent le cœur du problème. En fait Israël ne semble pas du tout souhaiter aller au-delà des accords de Camp David. Nous pensons qu'une paix juste et équitable se saurait faire abstraction des aspirations et des droits des Palestiniens. Il faut reconnaître leur droit inaliénable à l'autodétermination, au retour dans leur patrie et à la création de leur propre Etat indépendant en Palestine.

62. Israël s'opiniâtre dans son refus d'accepter que la volonté résolue des Palestiniens de créer leur propre patrie, comme les Israéliens l'ont fait, ne saurait être entamée par la force militaire et l'intimidation. En fait, c'est l'idée erronée qu'il pourrait résoudre le problème palestinien par la force et à son gré qui a poussé Israël à envahir le Liban pour la première fois en 1978. La deuxième invasion, lancée au mois de juin 1982, n'était pas due à des motifs différents, même si Israël prétendait vouloir protéger ses frontières septentrionales. Le massacre horrible d'innocents Palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila qui a suivi cette invasion barbare ne pouvait qu'outrager la conscience de l'humanité.

63. Mais la force ne saurait remplacer une solution politique. Le problème palestinien reste entier et explosif et les Israéliens doivent encore compter avec lui. Outre la force brutale employée par les forces d'occupation israéliennes, l'invasion a causé d'innombrables pertes humaines et matérielles au Liban. C'était un acte flagrant de violation de l'intégrité territoriale du Liban et des principes de la Charte des Nations Unies. Combien de temps encore le monde va-t-il permettre à Israël de défier la communauté internationale ?

64. Les Libanais ont exprimé catégoriquement leur désir solennel de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres. L'argument des "besoins de sécurité" qu'avance Israël pour justifier la prolongation de son occupation illégale du territoire libanais révèle l'intransigeance et l'insensibilité arrogantes qui ont marqué son attitude à l'égard d'une solution au problème du Moyen-Orient. Il porte en conséquence une lourde responsabilité politique et morale dans la situation au Liban, où son action militaire démesurée s'est soldée par des milliers de morts, de mutilés ou de sans-abri. Il est tout aussi responsable d'avoir sapé avec persistance les efforts déployés sur le plan international pour restaurer la paix et la stabilité dans ce pays.

65. En ce qui concerne la situation dans les territoires occupés, l'intensification, comme on le signale, du terrorisme juif, particulièrement de la part des mouvements messianiques juifs extrémistes, inquiète ma délégation. Le *New York Times* du 20 novembre 1984 a écrit, en citant M. Matar, un économiste palestinien bien connu vivant dans les territoires occupés :

"L'extrémisme en Israël effraie réellement la population". En faisant allusion au rabbin Meir Kahane, fondateur radical de la Ligue de défense juive, M. Matar a poursuivi :

"Kahane, la popularité des partis de droite parmi les jeunes, les terroristes juifs, l'attaque perpétrée contre un autobus arabe sont autant d'éléments qui nous empêchent désormais de nous sentir en sécurité. La communauté palestinienne craint réellement que tous ces fous ne se lancent dans une attaque d'envergure."

66. Ma délégation est pleinement consciente du penchant d'Israël à défier les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, mais devant l'inquiétude croissante des Arabes palestiniens à l'égard de leur sécurité, il convient d'attirer l'attention d'Israël sur la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre de 1949⁵. A cet égard, dans la résolution 38/79 B de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1983, on a réaffirmé entre autres que la Convention s'appliquait aux territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, et on a exigé qu'Israël reconnaisse et respecte ses dispositions.

67. Depuis sept ans, Israël a procédé systématiquement à l'établissement de nouvelles colonies de peuplement dans les territoires arabes occupés de la Rive occidentale et de Gaza, cela faisant partie de son plan d'annexion de ces territoires. Ce faisant, Israël a fait fi de la condamnation de tels actes par la communauté internationale et des souffrances qu'il inflige aux Arabes palestiniens, qui ont de plus en plus de mal à s'accrocher à leurs terres. C'est la raison pour laquelle le Nigéria réaffirme son soutien à la résolution 38/79 C de l'Assemblée générale, dans laquelle on exige que le Gouvernement d'Israël cesse immédiatement de prendre toutes mesures qui auraient pour effet de modifier le statut juridique, le caractère géographique ou la composition démographique des territoires occupés.

68. Mon gouvernement est fermement convaincu que la poursuite de l'occupation par Israël des territoires arabes constitue non seulement un défi cinglant à la communauté internationale mais également une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Dans le passé, le monde a compris à quel point il était futile de chercher une solution militaire ou d'imposer une solution partielle du problème du Moyen-Orient, dictée par les superpuissances. Ma délégation ne peut que souscrire à ce que déclare le Secrétaire général : "Chaque guerre est plus destructrice que la précédente, car des armes nouvelles et plus perfectionnées sont mise au point entre-temps. Loin de résoudre les vieux problèmes, elle en crée de nouveaux et élargit le cercle de ressentiment et de méfiance entre les parties qui s'opposent." [*Ibid.*, par. 36]. Les Israéliens devraient réfléchir à ces paroles de sagesse qui soulignent la nécessité de déployer un effort décidé pour parvenir à une solution pacifique.

69. Selon mon gouvernement, un règlement politique de la question sous-entend le retrait total des troupes israéliennes des territoires arabes occupés depuis 1967; le retrait de toutes les troupes étrangères du Liban; l'exercice souverain par le peuple palestinien de ses droits inaliénables, notamment de son droit à l'autodétermination et de son droit de retourner dans sa patrie et d'établir un Etat indépendant en

Palestine; l'exercice du droit de l'OLP de participer pleinement à toute conférence internationale convoquée pour trouver une solution juste et durable au problème du Moyen-Orient; la reconnaissance et le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tous les Etats de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières reconnues.

70. Ma délégation est persuadée qu'il faut examiner toutes les possibilités de parvenir à une solution durable et globale sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. A cet égard, je rappelle qu'à sa trente-huitième session l'Assemblée générale a demandé la convocation d'une conférence internationale de la paix à cette fin [résolution 38/58 C].

71. Ma délégation a appris avec regret en lisant le rapport du Secrétaire général qu'à la suite des consultations qu'il a menées avec les parties intéressées, les membres du Conseil de sécurité et d'autres gouvernements concernés, il est apparu clairement que les conditions requises pour convoquer avec des chances de succès la conférence proposée ne sont pas réunies actuellement.

72. En revanche, ma délégation a noté combien le Secrétaire général était persuadé que l'Organisation des Nations Unies se devait de renouveler ses efforts décidés pour trouver les moyens d'instaurer une paix négociée au Moyen-Orient sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. A son avis, il faut actuellement trouver un cadre de négociation et des conditions propres à favoriser les contacts indispensables, conformément aux exigences des problèmes à l'examen.

73. Tout en exprimant une fois de plus sa reconnaissance au Secrétaire général pour son rapport, ma délégation souhaite signaler qu'il ne faut laisser passer aucun instant, aucune occasion et aucune possibilité dans la recherche d'une solution durable à la situation du Moyen-Orient. Nous regrettons que la coopération nécessaire pour la mise en œuvre de la résolution adoptée l'an dernier sur la convocation d'une conférence internationale de la paix n'ait pas été suffisante. C'est pourquoi nous engageons toutes les parties intéressées à réunir les conditions voulues pour convoquer la conférence internationale de la paix proposée.

74. M. ALAUKLI (Jamahiriya arabe libyenne) [interprétation de l'arabe] : Mon pays estime que la cause de la situation actuelle dans la partie du monde arabe appelée traditionnellement le Moyen-Orient est l'établissement d'une base sioniste en Palestine arabe, une base coloniale créée à la suite de la seconde guerre mondiale. Les empires coloniaux de l'Occident, affaiblis par une guerre mondiale coûteuse, avaient besoin d'un agent sur place pour préserver leurs intérêts économiques et stratégiques dans le monde arabe. Ces forces déclinantes de l'impérialisme ont trouvé cet instrument dans le mouvement sioniste mondial, qui a accepté de jouer ce rôle en échange de l'établissement d'une patrie juive en Palestine arabe. Sur la base de ces intérêts et de ces objectifs convergents, un marché a été conclu et, au cœur du monde arabe, on a implanté une entité raciste qui a recouru à la force brutale pour réaliser son rêve sioniste : établir un grand Etat sioniste sur les ruines du monde arabe.

75. A la suite de la politique expansionniste agressive de l'entité sioniste, toute la région est devenue

le théâtre d'un conflit de civilisation entre deux parties : celle des autochtones authentiques qui luttent pour préserver leur indépendance et leur avenir, et la partie étrangère représentée par le camp sioniste impérialiste, qui cherche par tous les moyens à vaincre et à écraser la nation arabe. Cinq guerres d'agression ont été menées contre les pays arabes qui ont eu pour résultat l'occupation d'une partie de leurs territoires et la mort et le déracinement de milliers de leurs citoyens. Ils ont dû mobiliser tout leur potentiel pour repousser l'agression et pour résister aux pressions visant à les faire céder. Malgré un grand déséquilibre dans la puissance matérielle, les Arabes sont demeurés inébranlables dans leur résistance, et ce jusqu'à la signature des accords de Camp David qui sont, à leur avis, une déviation de la ligne de conduite des Etats arabes et qui ont incité l'Egypte à quitter l'arène de l'affrontement. Ces accords ont eu pour résultat, en définitive, la justification de la logique de la force et de l'agression. Mais l'énergie de la nation arabe et son expérience de la lutte ont pu limiter les conséquences de cette déviation qu'elle considère comme un modèle odieux de la paix américano-sioniste. Une deuxième tentative a été faite pour imposer ce modèle au Liban arabe, mais elle a été déjouée grâce aux coups que lui ont portés les héros de la résistance nationale libanaise.

76. Il a été déclaré à maintes reprises que le problème fondamental est l'agression sioniste persistante contre la nation arabe et le programme de la base sioniste qui a recours à la force brutale et à la terreur pour réaliser ses visées expansionnistes. Selon la théorie sioniste, la confiscation de territoires arabes est en quelque sorte la libération de la terre que Dieu a donnée à son peuple élu, les Hébreux. Cette théorie révèle clairement les intentions véritables des dirigeants du mouvement sioniste à l'égard du monde arabe et nous aide à mieux comprendre l'idée qu'ils se font des frontières politiques de leur empire futur. Le terroriste Sharon a dit que les frontières reculeraient aussi loin que les tanks israéliens pourraient aller. L'application de cette théorie expansionniste s'est traduite par l'occupation et l'annexion des hauteurs syriennes du Golan, par l'invasion d'un tiers du territoire libanais, ainsi que par l'accélération de l'établissement de colonies de peuplement sur la Rive occidentale, la bande de Gaza et le Taba égyptien.

77. En outre, les nouvelles théories de l'entité sioniste concernant une prétendue guerre préventive et de prétendues considérations de sécurité de l'Etat juif ne sont que des prétextes douteux pour tenter de justifier son recours total à la force militaire pour réaliser ses ambitions expansionnistes. Ces théories ont également poussé l'entité sioniste à envahir le Liban durant l'été de 1982 sous le prétexte de défendre la sécurité de la Galilée. De même, elle a invoqué ces théories pour détruire les installations nucléaires irakiennes. Et malgré ce qu'elle prétend, cet acte visait à empêcher la nation arabe de se doter de l'énergie nucléaire. Ce ne sont là que quelques exemples de l'application des théories sionistes en matière de sécurité qui témoignent des véritables objectifs des sionistes : l'expansion, grâce à l'absorption de nouvelles terres arabes, et la destruction de tout le potentiel de développement économique et social du monde arabe, parce que ce développement irait à l'encontre des plans et besoins de l'entité sioniste.

78. Nous constatons avec plaisir que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale, au cours des années, ont révélé une prise de conscience accrue de la communauté internationale quant à la vraie nature du conflit entre la nation arabe et l'entité sioniste, surtout depuis que les plans expansionnistes et agressifs de l'entité sioniste et de l'impérialisme sont devenus transparents. Cela a été prouvé par l'adoption, à l'Assemblée générale, de l'historique résolution qui déclare que le sionisme est une forme de racisme [résolution 3379 (XXX)] et de celle qui définit l'entité sioniste comme un pays non épris de paix [résolution ES-9/11]. L'Assemblée générale a en outre dénoncé et condamné la collaboration entre les deux régimes racistes, celui de la Palestine occupée et celui de l'Afrique du Sud. Cette position adoptée par l'Assemblée générale nous aide grandement à mieux saisir la vraie nature du conflit au Moyen-Orient et nous permet de rechercher des solutions globales qui tiennent compte du caractère colonial et agressif de l'entité sioniste.

79. Le défi que l'entité sioniste continue à lancer aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies exige que l'Organisation adopte des mesures appropriées à cet égard, mesures du même genre que celles qu'elle a adoptées à l'encontre du régime colonial et raciste de Rhodésie et qui sont maintenant appliquées à l'encontre du régime raciste d'Afrique du Sud. On ne saurait espérer de changement interne substantiel dans les politiques et les théories de ces régimes coloniaux et racistes. C'est pourquoi nous devons concentrer nos efforts pour éliminer ces régimes dont le maintien est contraire aux principes de la justice, du droit et de la paix.

80. Les liens étroits qui unissent le Gouvernement des Etats-Unis et l'entité sioniste sont l'une des principales raisons de l'accroissement des tensions dans la région. L'assistance complète et illimitée accordée par les Etats-Unis à l'entité sioniste encourage celle-ci à poursuivre ses plans d'expansion et lui permet d'échapper aux sanctions internationales. Ces liens se sont développés plus avant depuis la signature d'un accord de coopération stratégique qui fusionne les capacités de ces deux partenaires dans la réalisation de leurs visées hégémoniques contre la nation arabe. La première application pratique de cette coopération stratégique a eu lieu au Liban. Pendant et après l'invasion de ce pays, le monde a pu mesurer l'ampleur de la coopération qui existe entre ces deux partenaires dans le domaine militaire et politique et dans celui de la propagande. Bien que les résultats de l'expérience libanaise aient été décevants, cela n'a pas empêché les deux partenaires de continuer leur coopération militaire et politique et même de l'étendre au-delà de la région arabe, à l'Afrique, à l'Asie et à l'Amérique latine.

81. Les chiffres publiés par diverses institutions américaines indiquent le volume de l'assistance militaire, économique et financière reçue par l'entité sioniste depuis la signature de l'accord, qui a fait officiellement et juridiquement de la base sioniste un tremplin pour l'impérialisme, une base militaire pour les Marines américains et pour la force d'intervention rapide des Etats-Unis. Cet accord, qui codifie les relations entre les deux partenaires, fait des Etats-Unis une partie directe à l'agression contre la nation arabe. Ce rôle dépouille les Etats-Unis d'une neutralité dont

ils cherchent à se prévaloir dans leur médiation entre l'entité sioniste et certains avocats de solutions défaitistes dans le monde arabe. En conséquence, tout règlement qui naîtrait sous les auspices des Etats-Unis serait nécessairement une soumission aux conditions sionistes sur le modèle des accords de Camp David.

82. La question dont nous sommes saisis est étroite-ment liée aux fonctions et aux objectifs de l'Organisation des Nations Unies et aux coutumes et principes qui sous-tendent le concept même d'organisation internationale. On peut craindre que les peuples arabes ne perdent leur confiance dans la viabilité et la fiabilité des résolutions de l'Organisation des Nations Unies quand on voit l'impuissance de l'Organisation à s'acquitter de ses fonctions en raison de la position du Gouvernement américain, qui recourt arbitrairement à son droit de veto, paralysant l'Organisation et réduisant le rôle de la majorité de ses Membres à une simple expression de sympathie et de bonnes intentions.

83. Les conditions qui règnent actuellement dans la région arabe du fait de l'agression sioniste contre la Palestine et les pays arabes voisins font peser une lourde responsabilité sur la communauté internationale. Tous les Membres sans exception doivent s'acquitter de leurs responsabilités et éliminer les éléments qui sont à l'origine de cette situation explosive. La nation arabe n'a pas encore perdu l'espoir dans l'Organisation des Nations Unies et est déterminée à appuyer ses efforts en vue de l'établissement d'une paix juste et durable dans la région.

84. Je voudrais me référer aux observations faites avant-hier par le représentant de l'entité sioniste devant l'Assemblée [72^e séance]. Il a eu recours aux allégations et aux mensonges pour dénaturer les faits et détourner l'attention de l'Assemblée de la question à l'examen. La comparaison qu'il a faite entre les conflits et les interactions arabes d'une part, et le conflit de civilisation entre la nation arabe et l'entité sioniste d'autre part, ainsi que son argument selon lequel la crise résulterait de ce qu'il a appelé la propension des Arabes à la violence, reflète fidèlement la position sioniste qui est de nier et de déformer les faits et d'appliquer les théories sionistes racistes qui déprécient la valeur des autres races.

85. Le représentant de l'entité sioniste n'a pas pu un seul instant dissimuler son racisme, en dépit de ses dons pour le mensonge et la désinformation. Il n'a pas pu apporter le moindre élément de preuve qui puisse changer la conviction générale que l'existence du régime sioniste est contraire aux obligations du rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Chose plus répugnante encore, cette personne a essayé de qualifier les autres de terroristes quand ils ne font que défendre leurs terres et leur destin. Il fait semblant d'oublier que l'entité sioniste représente la forme la plus horrible de terrorisme de l'histoire.

86. Je ne vais pas répondre en détail à ses allégations et ses mensonges. La communauté internationale a répondu comme il convient lorsqu'elle a déclaré que le sionisme est une forme de racisme. En fait, nous voyons dans les massacres et les actes de génocide de Sabra et de Chatila et, avant cela, dans ceux de Deir Yassin et Kafr Kassem, ainsi que dans la plate-forme électorale qui a permis au terroriste Kahane d'entrer à la Knesset, la preuve la plus sûre et la plus récente de

la véritable nature des plans sionistes en ce qui concerne la nation arabe.

M. Gumucio Granier (Bolivie), vice-président, prend la présidence.

87. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde, qui souhaite présenter les projets de résolution A/39/L.19 et Corr.1, L.20 et Corr.1 et L.21 et Corr.1.

88. M. KRISHNAN (Inde) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom des auteurs, j'ai l'honneur de présenter les projets de résolution A/39/L.19 et Corr.1, L.20 et Corr.1 et L.21 et Corr.1 Comme les projets de résolution analogues présentés les années précédentes, ces projets de résolution contiennent les principes fondamentaux d'une solution globale, juste et durable au conflit du Moyen-Orient, principes qui ont déjà été établis et approuvés par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Mouvement des pays non alignés.

89. Le projet de résolution A/39/L.19 est une résolution d'ensemble portant sur la situation au Moyen-Orient. Tout en se félicitant du large soutien accordé à la juste cause du peuple palestinien et des autres pays arabes dans leur lutte contre l'agression et l'occupation israéliennes, les auteurs demandent que soit trouvée une solution globale, juste et durable au problème du Moyen-Orient. Ils réaffirment leur conviction que la question de Palestine est l'élément central du conflit au Moyen-Orient et qu'une paix d'ensemble juste et durable ne pourra être instaurée dans la région sans le plein exercice des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et le retrait immédiat, inconditionnel et total d'Israël de tous les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis juin 1967. Ils réaffirment en outre, dans le projet de résolution, qu'un règlement global et juste ne pourra être réalisé sans la participation, sur un pied d'égalité, de toutes les parties au conflit, y compris l'OLP, représentant du peuple palestinien. Ils soulignent la grande importance du facteur temps dans les efforts déployés pour instaurer une paix d'ensemble juste et durable au Moyen-Orient. Ils réitèrent l'appel visant à convoquer une conférence internationale de la paix pour le Moyen-Orient, ainsi qu'il est spécifié au paragraphe 5 de la Déclaration de Genève sur la Palestine⁴, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et sur la base de ses résolutions pertinentes.

90. Dans le projet de résolution A/39/L.20, ils condamnent Israël pour son refus de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et ils déclarent que son occupation des hauteurs syriennes du Golan constitue un acte d'agression aux termes des dispositions de l'Article 39 de la Charte des Nations Unies et de la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale. Ils déclarent également que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au territoire syrien occupé des hauteurs du Golan est nulle et non avenue et sans validité aucune, et ils soulignent que cette décision doit être rapportée. Tout en demandant aux Etats Membres d'appliquer certaines mesures visant à isoler Israël, ils réaffirment, dans le projet de résolution, la nécessité du retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis juin 1967, y compris Jérusa-

lem, en tant que condition essentielle à l'instauration d'une paix d'ensemble juste au Moyen-Orient.

91. Dans le projet de résolution A/39/L.21, qui a trait à la ville sainte de Jérusalem, ils déclarent que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration à Jérusalem est illégale, et par conséquent nulle et non avenue et sans validité aucune.

92. J'ai indiqué brièvement la teneur de ces trois projets de résolution dont l'Assemblée est saisie. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'insister en détail sur chacun de ces textes parce qu'ils s'expliquent tous d'eux-mêmes.

93. Le conflit tragique du Moyen-Orient fait peser une grave menace non seulement sur la paix de la région mais également sur la paix et la sécurité internationales. La détérioration de la situation que l'on a constatée ces derniers mois a abouti à de nouveaux actes d'agression et d'intimidation de la part d'Israël contre les peuples palestinien et libanais. Il importe de trouver au plus tôt une solution à ce conflit qui a causé des souffrances indicibles à des millions de personnes, notamment au peuple palestinien, qui s'est vu refuser injustement son droit fondamental et inhérent à l'autodétermination et à l'édification de sa propre nation. Le rapport du Secrétaire général [A/39/600] indique que le conflit arabo-israélien au Moyen-Orient et son problème clef, le problème palestinien, n'ont pas été résolus malgré les efforts intensifs entrepris par l'Organisation des Nations Unies et par les Etats Membres à titre individuel au cours des 37 dernières années. La principale raison du manque de progrès dans la recherche d'une solution globale est l'arrogance et l'intransigeance d'Israël, qui a délibérément défié la volonté de la communauté internationale.

94. L'Inde a toujours affirmé que la solution globale et juste des problèmes de l'Asie occidentale devrait comprendre l'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux inaliénables et de ses droits de l'homme, y compris le droit de créer un Etat indépendant dans sa patrie, le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris la ville sainte de Jérusalem, et la garantie pour tous les Etats de la région, y compris la Palestine, de vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

95. Avec d'autres pays non alignés, l'Inde a toujours participé activement à la mobilisation d'un soutien international en faveur d'une solution juste, globale et durable au problème du Moyen-Orient, sur la base de directives et de principes internationalement reconnus. Le soutien et la solidarité offerts à nos frères et à nos sœurs palestiniens ont caractérisé le Mouvement des pays non alignés. Au cours des derniers mois, nos efforts se sont concentrés sur l'obtention d'un appui à la convocation rapide d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, comme l'a proposé la Conférence internationale sur la question de Palestine qui s'est tenue à Genève en 1983. La situation de la région exige que l'on adopte dès à présent des mesures préparatoires pour que la conférence puisse être convoquée aussitôt que possible. Dans ce contexte, nous sommes reconnaissants au Secrétaire général des efforts qu'il a faits en vue d'assurer la con-

vocation de la conférence et des consultations qu'il a engagées avec les parties concernées afin de trouver une solution d'ensemble. Nous sommes prêts à apporter notre plein appui et notre coopération dans ce contexte.

96. Je présente les projets de résolution A/39/L.19 et Corr.1, L.20 et Corr.1 et L.21 et Corr.1 à l'Assemblée pour examen et adoption à une réunion ultérieure qui serait convoquée à cette fin. J'espère sincèrement et je crois que les projets de résolution recueilleront l'appui écrasant de l'Assemblée.

97. M. RAJAIE-KHORASSANI (République islamique d'Iran) [*interprétation de l'anglais*] : "Ô vous les croyants ! Si un homme pervers vient vous apporter une nouvelle, faites attention ! Car si, par inadvertance, vous portiez préjudice à un peuple, vous auriez ensuite à vous repentir de ce que vous auriez fait." [*Le Coran, sourate 49, verset 6.*]

98. La situation au Moyen-Orient a été expliquée de façon très claire et détaillée par les orateurs qui m'ont précédé et surtout par certains frères musulmans. En outre, chacun sait ce qui se passe au Moyen-Orient; chacun connaît la triste histoire de l'occupation de la Palestine, des hauteurs du Golan, du sud du Liban et de la Rive occidentale, des nouvelles colonies de peuplement, etc. Rien n'est réellement inconnu.

99. Si l'on reparle sans cesse de ces problèmes, si l'on évoque sans cesse les souffrances que connaît le Moyen-Orient du fait de l'invasion et de l'occupation de la Palestine par les sionistes, c'est parce qu'on part du triste principe que la conscience internationale à l'Organisation des Nations Unies est si peu avertie, si superficielle et parfois si peu encline à se pencher sérieusement sur les questions que si l'on ne répète pas indéfiniment la même chose, elle est oubliée.

100. C'est en tout cas ce qui se passe pour la situation au Moyen-Orient. Voilà pourquoi l'on doit s'estimer heureux de maintenir au moins cette question à l'ordre du jour. Mais cela montre aussi, ce qui est bien regrettable, que l'on ne peut pas se fier à cet organe international et que, si l'on ne répète pas indéfiniment les mêmes choses, elles sont oubliées et par conséquent ne sont jamais examinées. Quant à savoir si ces rappels perpétuels pourront résoudre la question ou non, c'est une autre affaire. Mais en tout cas, on a estimé absolument nécessaire de redire continuellement les choses; voilà pourquoi, chaque année, les orateurs viennent repasser ici de la situation au Moyen-Orient. Si l'on suit bien les discours, on s'aperçoit qu'à peu de chose près, ce sont les mêmes idées que les années précédentes qui sont exprimées.

101. Bien sûr, Sabra et Chatila révèlent un nouveau tournant dans la tragédie, mais il y a partout et toujours de nouveaux incidents, de nouveaux Sabra et Chatila, et le problème demeure.

102. Notre position à l'égard de la question du Moyen-Orient et de l'invasion et de l'occupation de la Palestine par les sionistes — qui est le cœur même du problème — étant très claire, je n'avais pas l'intention de faire une déclaration. Cependant, quand j'ai entendu l'ennemi sioniste, qui malheureusement a été reconnu ici et s'est vu accorder un siège parmi les Membres légitimes, essayer, il y a deux jours [72^e séance], d'expliquer tous les problèmes du Moyen-Orient en termes de violence et de militantisme

arabes, j'ai cru devoir rappeler à l'Assemblée générale le verset que j'ai cité au début de ma déclaration et que je cite de nouveau : "Si un homme pervers vient vous apporter une nouvelle, faites attention ! Car si, par inadvertance, vous portiez préjudice à un peuple, vous auriez ensuite à vous repentir de ce que vous auriez fait."

103. Je crois que les allégations basses et ordurières ainsi que les arguments avancés par le représentant de l'ennemi sioniste sont les meilleurs exemples du message contenu dans ce verset coranique. Ce sont là des arguments prononcés par un homme pervers et nous devons dénoncer leur hypocrisie.

104. Notre situation, celle d'une guerre qui a été imposée, a, hélas, fourni le prétexte à l'ennemi pour exploiter cette question contre les intérêts de toute la population du Moyen-Orient. Puisque nous sommes les victimes de cette guerre dont l'Assemblée connaît tous les aspects — guerre chimique, attaques contre des civils, etc. —, je pense que nous sommes les mieux à même d'expliquer la question et de dire que personne dans toute la République islamique d'Iran ne croit que la guerre qui nous a été imposée est due à la violence ou au militantisme arabes. Bien au contraire, nous pensons que toutes les guerres dans toutes les parties du monde, notamment celles du Moyen-Orient, sont imposées aux nombreux pays du tiers monde par les forces impérialistes et sionistes qui sont les moteurs de la politique dans bien des "superpuissances".

105. La population du Moyen-Orient ne souffre pas de la violence arabe mais de l'invasion et de l'infiltration sionistes. "Paix", voilà le mot d'ordre le plus connu de tous les musulmans. Les salutations qu'ils échangent se résument en un mot, "salaam", c'est-à-dire "que la paix soit avec vous", "salaam Alaikum".

106. Il est triste de constater que les agents de la guerre, tous ceux qui sont assoiffés de sang et de destruction et se déclarent hypocritement pacifiques, accusent le peuple le plus pacifique du monde de violence et d'agression.

107. Aucun représentant honnête, donc aucun représentant à l'Organisation des Nations Unies, ne saurait accepter les piètres et vulgaires arguments présentés par le représentant sioniste.

108. Je ne suis pas arabe et, en fait, personnellement, je hais le nationalisme parce qu'il a déçu certains de nos nobles frères arabes musulmans qui trouvent parfois une certaine fierté mythique dans le nationalisme arabe.

109. Ils ont sans doute oublié le verset sacré du Coran : "Ne perdez pas courage, ne vous affligez pas, alors que vous êtes des hommes supérieurs, si vous êtes croyants." [*Sourate III, verset 139.*]

110. Non-Arabe et adversaire résolu du nationalisme, je m'estime obligé de parler en détail de la dignité culturelle et de la magnanimité historique des Arabes, qui sont victimes des invasions sionistes.

111. La terre d'Arabie est vraiment une terre de guerre sacrée. C'est la terre la plus sacrée, qui renferme les sanctuaires les plus sacrés de l'humanité. En tant qu'êtres humains, et non pas en tant que diplomates ou représentants, nous avons une immense dette envers Allah et nous devons lui être reconnaissants

de nous avoir envoyé ses saints prophètes, dont beaucoup viennent de la même terre sacrée. Abraham, Moïse, Jésus, Mahomet — que la paix soit avec eux — ont apporté le message de Dieu, et ils viennent tous de la même terre.

112. La langue arabe est l'une des plus fortes et, sur le plan linguistique, l'une des plus efficaces. Ceux qui connaissent l'arabe et ont des notions de base de la logique mathématique et du découpage symbolique des propositions algébriques savent bien que les propositions arabes constituent la meilleure représentation symbolique de leur équivalent en mathématiques. Il y a de nombreuses langues qui sont trop primitives pour être comparées à la langue arabe. Il existe de nombreuses langues, dont certaines sont déjà reconnues ici, mais ceux qui connaissent l'arabe et la linguistique savent fort bien ce qu'est la langue arabe.

113. La littérature arabe, et surtout la littérature islamique, est le patrimoine le plus riche de l'humanité. Elle est trop riche et trop élaborée parfois pour être traduite dans d'autres langues. Pour n'en donner qu'un exemple, je parlerai de Nicholson, le plus grand des orientalistes, qui a traduit en anglais de nombreux chefs-d'œuvre du patrimoine arabe et islamique, et qui n'a pas réussi à traduire le texte de *Fusous Al Hikam*, écrit par Ibn Araby. Il avait presque terminé ce travail lorsqu'il s'est rendu compte qu'il avait échoué et a décidé de l'abandonner et de ne pas publier la partie traduite; il a décidé que ceux qui voulaient comprendre cette œuvre devaient apprendre l'arabe et lire le texte original, sans quoi ils ignoreraient toujours ce grand chef-d'œuvre. Ce n'est qu'un exemple; il y en a de nombreux autres.

114. Nous pensons que notre monde a une grande dette de reconnaissance envers le patrimoine arabe; en fait, cette dette est trop grande pour que l'on puisse attaquer les Arabes et présenter contre eux des arguments aussi piétres et orduriers. La langue est l'art le plus évolué et le plus perfectionné de l'humanité. En fait, la langue abstraite représente la partie la plus puissante, donc la plus avancée, de cet art. L'art arabe, comme on le sait, a toujours été unique dans sa façon de se limiter à l'art linguistique, c'est-à-dire la poésie. Les autres cultures renferment dans leurs beaux-arts des concepts visuels, tels que ceux que nous voyons dans les dessins, les peintures ou la danse; même la musique est inférieure de bien des façons aux symboles abstraits de la langue arabe. C'est pourquoi la beauté de la musique arabe n'est perceptible que si elle est complétée et appuyée par la poésie arabe. Sans la poésie arabe, la musique arabe reste au niveau de toutes les autres musiques.

115. L'art abstrait de la poésie et de la langue arabes reste unique et constitue un élément précieux de la culture de l'homme. Il faut autre chose que ce que peut offrir l'Assemblée générale pour parler en détail du patrimoine arabe, de l'art arabe, de la poésie arabe, de la prose arabe et, en fait, du patrimoine islamique que nous offre la langue arabe. A titre d'exemple pour ceux qui s'intéressent à la culture, le grand maître de l'interprétation coranique, Allameh Tabatabaei, un Iranien qui parlait le turc et le persan, et qui est décédé récemment, avait décidé d'écrire son grand chef-d'œuvre en arabe parce qu'il pensait, à juste titre, que les idées et les pensées ne pouvaient être traduites convenablement qu'en arabe. Plus tard, on a essayé de

traduire son œuvre volumineuse, qui comprend 25 volumes, dans d'autres langues, y compris le persan et l'anglais. Nous avons toujours pensé que la version arabe était la plus puissante et la plus précise.

116. Quant aux Arabes eux-mêmes, je pense que les membres ici présents en savent beaucoup à leur sujet mais ont besoin d'en savoir encore plus, ou au moins de se souvenir davantage, pour mieux sympathiser avec eux. Ils sont renommés pour leur noblesse, leur dignité et, en particulier, leur hospitalité. Si l'on arrive dans la maison d'un Arabe, on est traité comme un prince, même si l'on est une personne ordinaire. Mais si l'on arrive dans une maison sioniste, on est traité comme un mendiant, même si l'on est un prince. Telle est au moins notre expérience. Plus important encore, les Arabes — c'est-à-dire les Arabes primitifs, les bédouins, les Arabes du Sahara, ceux que l'on regarde souvent d'un œil méprisant — ont toujours donné le meilleur exemple de culture, de maturité, d'hospitalité et de moralité. Ceux qui connaissent la langue et la littérature arabes peuvent apprécier et comprendre pourquoi, à propos de nombreuses questions morales et linguistiques, l'autorité est toujours l'Arabe bédouin et non pas l'intellectuel moderne. En fait, c'est l'intellectuel moderne qui peut être manipulé et trompé par des agents sionistes et non pas l'Arabe simple, authentique, honnête et propre.

117. Quiconque se rend en Syrie, en Jordanie, en Iraq, en Arabie saoudite, au Koweït, en Egypte ou n'importe où en terre arabe constatera que les gens n'ont aucune divergence, aucune difficulté. Ils sont très amicaux, très hospitaliers et très bons les uns envers les autres et à l'égard des étrangers qui, parfois, les trompent.

118. Les problèmes qui existent entre les Arabes et auxquels a fait allusion l'ennemi sioniste dans sa déclaration d'avant-hier découlent de l'invasion et de l'occupation sionistes, et encore plus de l'infiltration sioniste, dans les terres arabes en particulier et dans les terres musulmanes en général. Ce sont les conspirations sionistes qui ont divisé toute la terre musulmane, et en particulier la terre arabe, en petites parcelles sous forme de royaumes, de domaines de cheik et autres vagues entités qui se contentent d'une pierre comme territoire, d'un drapeau, d'un hymne national et de quelque argent pour acheter des armes à l'industrie sioniste. C'est l'ennemi sioniste qui est au cœur de tous nos problèmes et qui en est la cause.

119. Le problème, c'est que les Arabes ont toujours été trop hospitaliers et trop bons. Voilà pourquoi ils recevaient tous les hôtes indésirables, déloyaux et inhumains, qu'ils traitaient avec tout le sens arabe de l'hospitalité, et non pas avec la trahison et la malhonnêteté propres aux sionistes. Voilà le problème.

120. Ces terroristes malhonnêtes qui ont envahi notre région doivent se taire. Ils ne sont pas en situation de parler de la violence arabe. Les divergences qui existent dans notre région sont dues aux complots sionistes et impérialistes. Ce sont eux qui ont annihilé la Palestine, qui ont divisé tout le monde musulman et qui ont créé des problèmes, toujours des problèmes, pour nous tous. Et comme ils l'ont dit dans leurs interviews avec notre frère Shaykh al-Islam, même la guerre imposée vient d'eux.

121. En ce qui concerne l'argument des sionistes, il nous suffit de citer leurs propres autorités. Il existe

un livre — que les représentants ont certainement vu — qui a été écrit par un sioniste honnête qui s'est rendu en Palestine avec l'intention de s'y installer de manière permanente. Après un certain temps, il a décidé qu'il ne pouvait tolérer la terreur et la corruption de cette terre occupée et il est rentré aux Etats-Unis; il a écrit ses Mémoires pour que vous compreniez bien ce dont vous parlez et ce que vous décidez. Il s'appelle Jack Bernstein, un Juif ashkénaze qui n'est pas animé de forts sentiments sionistes et n'est pas engagé à l'égard de la prétendue doctrine religieuse du sionisme. Je voudrais le citer, parce que c'est une personne qui fait autorité. Je pense qu'il est honnête et qu'il a raison. Il connaît mieux que n'importe qui tous les conflits internes et toutes les machinations du sionisme.

122. Le livre s'intitule *The Life of an American Jew in Racist Marxist Israel*. Dans une section intitulée "Visiteurs en Israël", il a écrit ce qui suit :

"Le tourisme est l'une des sources principales de revenus d'Israël. Les groupes de visiteurs les plus importants sont des Juifs américains. Mais il y a aussi beaucoup de chrétiens américains qui souhaitent visiter les Lieux saints et la terre du "peuple élu de Dieu".

Il est en effet intéressant de noter que seuls les sionistes, qui sont athées, prétendent être les élus de Dieu.

"Ces chrétiens reviennent chez eux très impressionnés et pleins de ferveur religieuse.

"Tant qu'ils sont en Israël, les Juifs aussi bien que les Gentils sont très surveillés, afin qu'ils ne voient pas le côté sordide d'Israël, le véritable Israël; comme en Russie soviétique" — cet homme pense que sionisme et communisme sont fondamentalement identiques — "et dans d'autres pays communistes, les visiteurs en Israël font des promenades soigneusement guidées. On leur montre les édifices religieux, les universités, les vergers luxuriants, les réalisations techniques, les arts, et pour attirer leur sympathie on leur fait visiter le Musée de l'holocauste.

"Mais on leur cache soigneusement les ghettos, les prisons où sont gardés les prisonniers politiques, pour la plupart arabes et juifs séfarades, qui sont soumis aux formes les plus inhumaines de torture."

123. Je dois également rappeler aux représentants que les experts qui instruisaient les agents de la torture du gouvernement du Shah venaient d'Israël. Des spécialistes israéliens de la torture venaient en Iran et instruisaient certains membres de la police secrète et du gouvernement du Shah en matière de torture. C'était des experts et ils ont certainement appliqué leurs connaissances à leurs problèmes internes avec beaucoup d'efficacité.

"Les touristes ne voient pas les activités criminelles très répandues, ni la corruption, ni la coopération entre les organisations criminelles, le gouvernement et la police. Les touristes n'ont pas connaissance des véritables rouages internes du gouvernement fasciste marxiste d'Israël, ni du racisme pratiqué par Israël.

"J'ai rencontré une touriste américaine qui m'a dit le sentiment religieux merveilleux que lui avait

inspiré sa visite en Israël, la Terre sainte. Je lui ai alors fait remarquer : "Essayez donc de donner une bible à un Juif local et vous verrez quel genre de religion et de liberté de religion existe en Israël. Si la police vous voit, vous serez arrêtée immédiatement".

124. A propos de la religion en Israël, il a écrit :

"La terre sur laquelle l'Etat actuel d'Israël a été édifié, l'ancienne Palestine, a été habitée par Moïse, Jésus et Mahomet.

"Puisque la Palestine a été le lieu de nombreux événements religieux et contient de nombreux sites religieux, on l'appelle à juste titre la Terre sainte. On pourrait donc croire que la Palestine, maintenant Israël, puisse avoir une aura de sainteté.

"Lorsque les Musulmans palestiniens et les Juifs palestiniens occupaient la Palestine, il y avait une aura de sainteté. Mais depuis que les sionistes se sont emparés de cette terre et ont établi l'Etat d'Israël, elle est devenue l'une des nations les plus pécheresses de la terre et seulement 5 p. 100 des Juifs y sont religieux. Il est intéressant de noter que ceux qui sont réellement religieux, ce sont les Musulmans et les Chrétiens arabes, qui constituent une faible minorité en Israël."

Le sioniste, qui est de l'intérieur poursuit :

"Les lois israéliennes répriment toutes les religions. Ainsi, il est illégal d'essayer de convertir un Juif à une autre religion même si le Juif est athée ou humaniste. Un chrétien a le droit de prêcher l'évangile dans une église mais si un membre du clergé ou qui que ce soit essaie de prêcher les enseignements de la Bible en dehors de l'église, il peut encourir une peine de cinq ans de prison. Si un chrétien donne une bible ou un autre objet du culte à un Juif, il est également passible d'une peine de prison de cinq ans. Même un acte de bonté de la part d'un chrétien envers un Juif, tel que le don de nourriture, peut être interprété comme une tentative faite pour convertir un Juif au christianisme et peut entraîner une peine de cinq ans de prison."

Pauvres Juifs !

"Cette répression de la religion s'applique également aux Musulmans qui, en offrant par bonté un don quelconque à un Juif, risquent d'encourir une peine de cinq ans de prison.

"Le traitement des Juifs religieux est un sujet très délicat pour les dirigeants sionistes. Partout dans le monde, les Juifs et les non-Juifs considèrent la terre d'Israël comme un lieu où les Juifs peuvent pratiquer leur religion sans persécutions. Voilà pourquoi les sionistes n'osent pas réprimer le judaïsme de peur de soulever l'opinion mondiale contre eux. Par conséquent, les dirigeants sionistes ne font que tolérer les pratiques religieuses de la petite minorité juive religieuse en Israël."

125. Plus loin, l'auteur essaie d'alerter les Américains, les contribuables américains, qui appuient Israël sans savoir ce qu'ils appuient. Ce n'est pas seulement dû à l'ignorance, mais peut-être aussi au rôle déterminant que les agents sionistes peuvent jouer au sein du Gouvernement américain. Dans la rubrique intitulée "Avertissement lancé à M., Mme et Mlle tout-le-monde aux Etats-Unis", il déclare :

“Les marxistes sionistes qui dirigent Israël et les marxistes sionistes américains ont essayé d'entraîner les Etats-Unis dans une guerre du Moyen-Orient, aux côtés d'Israël, bien entendu. Ils ont presque réussi lorsque les Marines américains ont été envoyés au Liban en 1982. Le sang des 250 Marines américains qui sont morts au Liban coule des mains des sionistes américains et israéliens.

“Si les Américains ne prennent pas davantage conscience de la vérité au sujet d'Israël marxiste/sioniste, vous pouvez être sûrs qu'un jour ou l'autre ces athées qui prétendent être le peuple élu de Dieu parviendront à entraîner les Etats-Unis dans une guerre du Moyen-Orient contre les Arabes qui, dans le passé, ont toujours été les meilleurs amis des Etats-Unis.”

Voilà l'avertissement et l'observation d'un Juif honnête. Au sujet des crimes commis en Israël, il dit :

“Puisque Israël (anciennement la Palestine) est la terre où ont marché autrefois Moïse, Jésus et Mahomet, on pourrait croire que ses habitants ont du respect pour cette terre sainte et pour les sites religieux qu'elle renferme.

“Presque tous les Arabes musulmans et chrétiens éprouvent du respect, de la révérence même, pour la sainteté de cette terre, mais seule une petite minorité de Juifs éprouvent le même respect; 95 p. 100 de la population juive sont athées ou humanistes laïques et ne se sentent pas tenus de respecter les Dix Commandements ou toute autre limite à un mauvais comportement humain.

“Lorsque les sionistes/bolcheviques juifs ont pris le contrôle de la Terre sainte, toutes les formes de péchés sont apparues sur cette terre. En quelques décennies, cette terre sainte est devenue une Sodome et Gomorrhe des temps modernes. On y trouve le trafic des stupéfiants, l'abus des stupéfiants, les ventes illégales d'armes, la prostitution, le jeu, le racket, les assassinats, l'extorsion, le chantage, la fraude à l'assurance, l'usure et la corruption des fonctionnaires gouvernementaux et de la police.

“Israël a un syndicat du crime hautement organisé, dont le quartier général se trouve à Bat-Yam près de Tel-Aviv. Plusieurs membres de ce syndicat sont des anciens prisonniers et des anciens commandos de l'armée israélienne et sont donc très qualifiés dans le maniement des armes et des explosifs.”

Ce n'est que dans cette partie du monde que cela se passe. Les représentants doivent donc comprendre d'où sont exportés tous ces crimes. Il poursuit :

“Le syndicat du crime en Israël opère ouvertement grâce à la corruption des membres du gouvernement et de la police. Certains de ces membres sont payés par le syndicat du crime et d'autres sont activement associés à cette opération criminelle.

“L'Américain moyen ne connaît pas cette facette d'Israël car la presse, la radio et la télévision américaines qui sont contrôlées par les sionistes ne parlent pas de ces choses. Mais en Israël, certains journaux en parlent. Ainsi, en pleine première page d'un journal en langue hébraïque, il y a quelques années, on pouvait lire un article où il était dit que ce

que la mafia italienne n'avait pu accomplir en 40 ans, la mafia israélienne avait pu le faire en cinq ans. Le réseau de vente de stupéfiants le plus important du Moyen-Orient a été organisé en Israël et il exporte la drogue principalement vers l'Allemagne et les Etats-Unis. On a même établi un réseau de distribution dans ces deux pays.”

126. Cet article et beaucoup d'autres du même genre ne donnent qu'une idée assez vague mais objective de ce qu'est la nature du sionisme, dont le représentant vient ici attaquer les Arabes et parler de la violence arabe. N'est-ce pas honteux ?

127. Le problème sioniste au Moyen-Orient n'est pas uniquement un problème politique ou un problème militaire; c'est avant tout un problème moral et religieux; il s'agit d'un centre de corruption. Le peuple du Moyen-Orient ne pourra se débarrasser de ce centre de corruption que lorsque celui-ci sera éliminé et lorsque les Juifs ashkénazes, qui ont nourri des rêves mythiques en voyageant vers la Palestine, regagneront leurs belles maisons de Londres, de Paris et de New York. Le Moyen-Orient appartient au peuple du Moyen-Orient.

128. Je dois répéter que toutes les résolutions et les décisions qui ont reconnu, de façon implicite ou explicite, cette base de corruption ou qui font une exception pour les territoires occupés avant 1967 et traitent de la situation à partir de 1967, et toutes les résolutions et décisions qui réclament de façon implicite une sorte de règlement pacifique auquel participeraient toutes les parties, y compris ce centre de corruption, les sionistes, ne sont pas viables et vont à l'encontre non seulement des intérêts des Palestiniens mais également de ceux de l'ensemble de la population, des Musulmans et de l'Islam. Elles ne sont pas viables. L'Assemblée générale ne devrait pas perdre son temps avec elles.

129. La solution est très simple. Un groupe de Juifs ashkénazes est venu occuper une partie de notre territoire, de notre région, de notre terre islamique. Je vous en prie, demandez à vos amis de quitter la région et de nous laisser résoudre les problèmes. Régions nos propres problèmes. Nous ne voulons pas de votre aide. Quoi que nous disions, qu'on nous laisse résoudre nos propres problèmes. L'agent sioniste, qui fait la politique étrangère d'un grand nombre de grandes puissances, vient nous dire : “La révolution islamique va vous perdre. Vous devez apporter votre appui à l'Arabie saoudite, au Koweït et à la Jordanie contre l'Islam” — sans savoir que les Jordaniens, les Koweïtiens et les Saoudiens sont déjà des Musulmans. Ce sont les intérêts sionistes impérialistes américains qui sont menacés par l'Islam et par la révolution islamique et non pas les Arabes de l'Arabie saoudite, du Koweït ou de la Jordanie.

130. Cette argumentation doit cesser une fois pour toutes. Nous pensons que la solution finale au problème du Moyen-Orient est très simple. Nous devons rétablir le gouvernement légitime de Palestine qui a été anéanti par les Juifs ashkénazes lorsqu'ils sont venus dans la région en invités indésirables. Ils doivent partir.

131. Lorsque le drapeau de la Palestine flottera sur tout le territoire palestinien, les problèmes cesseront de se poser dans la région.

132. Dans ce contexte, le peuple américain doit se souvenir qu'autrefois, dans l'histoire du Moyen-Orient, il était respecté : lorsqu'il n'appuyait pas Israël.

133. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Conformément à la résolution 32/37 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1974, je donne la parole à l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine.

134. M. TERZI (Organisation de libération de la Palestine) (*interprétation de l'anglais*) : Je souhaite tout d'abord remercier tous les représentants qui ont pris la parole pour appuyer l'appel sincère à la paix du Secrétaire général ainsi que les efforts qu'il déploie pour faire appliquer les résolutions adoptées par l'Assemblée générale afin d'instaurer la paix au Moyen-Orient. Il ne s'agissait pas de simples discours prononcés dans cette salle mais de l'expression de leur attachement à la paix qui passe par la justice et de la réaffirmation de cet attachement.

135. Dans leurs déclarations, les représentants ont exposé la situation en détail et dans ses grandes lignes. Ils ont exprimé leurs préoccupations et leur inquiétude face aux brutalités incessantes de la puissance d'occupation, Israël, et aux souffrances que connaissent les Palestiniens et les autres peuples arabes sous l'occupation israélienne.

136. La communauté internationale a exigé — et elle doit le faire — qu'Israël mette un terme à son agression et à son occupation de notre partie, de notre territoire.

137. Nous avons pris note avec une grande satisfaction des principes énoncés par M. Mitterrand, président de la République française, le 27 novembre 1984. L'un de ces principes de la politique française a trait, en particulier, au peuple palestinien et est conforme aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Dans cette déclaration, le président Mitterrand a dit : "Ensuite, le droit de tous les peuples, et particulièrement des peuples de la région, à disposer d'une patrie où ils édifieront les structures de leur choix. Cela vise particulièrement le peuple palestinien*." Il ressort de cette déclaration que la position de la France à l'égard de l'Etat palestinien et de la volonté du peuple palestinien est très claire. Le monde devrait tenir compte de ce principe et y souscrire réellement.

138. Le conflit arabo-israélien constitue l'aspect le plus notoire de la situation au Moyen-Orient.

139. Nous avons étudié avec soin les rapports du Secrétaire général [A/39/533, A/39/600 et A/39/130 et Add.1]. Les observations qu'il fait dans ces rapports sont extrêmement précieuses. Je voudrais dire tout de suite que l'OLP remercie chaleureusement M. Pérez de Cuéllar pour les efforts qu'il déploie. Il a toujours fait de son mieux dans le cadre de ses pouvoirs limités. L'application des résolutions dépend de la réaction et de la coopération des Etats Membres. Nous ne pouvons exiger trop de la part du Secrétaire général. Néanmoins, nous avons noté avec surprise l'observation suivante, dans laquelle il accuse toutes les parties au conflit de la même façon : "Chaque fois, des propositions étaient faites et, dans certains cas, aboutissaient

à un accord partiel, mais l'effort de paix était vite bloqué en raison de l'intransigeance de l'une ou l'autre des parties." [A/39/600, par. 35.]

140. En analysant la situation véritable, nous sommes amenés à nous demander si la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité constituait bien un mécanisme d'application de la résolution 242 (1967) du Conseil dans laquelle l'agresseur comme l'agressé de la guerre de 1967 s'étaient mis d'accord sur une modalité en vue de parvenir à une solution pacifique. Et n'est-ce pas Israël qui a violé chaque disposition de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité ? Cette résolution a été vouée à l'échec parce qu'Israël s'en est servi comme tremplin pour commettre son acte d'agression suivant. En outre, la résolution 242 (1967) était liée à une exigence, un état de guerre, mais en l'adoptant, on a ignoré totalement le cœur du conflit, c'est-à-dire la question de Palestine, l'avenir du peuple palestinien et le territoire palestinien occupé.

141. Bien que la partie arabe ait accepté la résolution 242 (1967) au moment de l'agression israélienne de 1967, Israël n'a pas appliqué ses dispositions. A notre avis, le Gouvernement des Etats-Unis a interprété à sa façon la résolution 242 (1967) pour ce qui concerne le peuple palestinien en déclarant du haut de cette tribune que cette résolution ne traitait pas de la dimension politique du problème palestinien.

142. Nous étions persuadés, à l'époque, que le Gouvernement des Etats-Unis abandonnerait son intransigeance et contribuerait à la recherche de la paix au Moyen-Orient et à la cessation du conflit arabo-israélien grâce à un règlement juste du problème palestinien qui tiendrait compte également de l'aspect politique, qui réparerait les injustices et qui reconnaîtrait les droits inaliénables du peuple palestinien et les respecterait. Malheureusement, les Etats-Unis n'ont pas pris d'autre mesure à cet égard.

143. Le 1^{er} octobre 1977, les deux coprésidents des négociations de paix à Genève — l'Union soviétique et les Etats-Unis — ont publié une déclaration commune demandant la reprise des pourparlers. L'OLP a exprimé sa satisfaction et son espoir à ce sujet. Mais les Etats-Unis ont manqué à leur parole et c'est leur intransigeance qui a non seulement mené dans une impasse mais sapé le processus de paix. Nous constatons avec reconnaissance que l'Union soviétique s'en tient à sa position et continue d'appuyer tous les efforts en vue d'un règlement global. Cette attitude a été soulignée clairement dans le rapport du Secrétaire général.

144. On avait pu parvenir à un accord partiel dans un domaine mais l'Assemblée générale l'avait jugé nul et non avenue dans la mesure où il visait à décider de l'avenir du peuple palestinien et des territoires palestiniens occupés. Israël a utilisé avec ruse cet accord partiel pour lancer une grande offensive contre le Liban et pour répéter son agression en envahissant ce pays. Les Israéliens ont prétendu que l'invasion devait servir à l'anéantissement de l'infrastructure de l'OLP et à l'élimination des éléments palestiniens armés. Le Gouvernement des Etats-Unis a souscrit à "l'élimination des éléments palestiniens armés", pour citer le représentant des Etats-Unis dans une déclaration qu'il a faite devant le Conseil de sécurité. Je dois souligner que ce représentant parle de l'élimination d'êtres humains. L'élimination d'êtres humains, armés ou

* Cité en français par l'orateur.

non, est une méthode nazie; c'est une forme de génocide.

145. Aujourd'hui, au Liban, il apparaît clairement que l'avenir du peuple libanais et des territoires libanais sera un sujet de marchandage dans d'autres délibérations qui se déroulent non pas sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies mais sous ceux du Gouvernement des Etats-Unis. Nous sommes certains — nous le savons, cela a été dit clairement ici — que le peuple et le Gouvernement libanais ne permettront pas qu'on se livre à ce jeu. Le Premier Ministre, M. Karamé, a défini fermement la position libanaise et la volonté du Liban de défendre son indépendance et sa souveraineté.

146. Qui plus est, l'Assemblée générale a entériné l'appel en faveur de la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et elle a invité les parties au conflit arabo-israélien à y participer, ainsi que l'Union soviétique et les Etats-Unis. Dans son rapport [A/39/130 et Add.1], le Secrétaire général nous dit qu'il ressort clairement des réponses des Gouvernements d'Israël et des Etats-Unis qu'ils ne souhaitent pas participer à ladite conférence de la paix. Ils ne souhaitent pas discuter de la paix ni des moyens de parvenir à la paix.

147. Il est manifeste, par conséquent, que ce n'est pas l'intransigeance de l'une ou l'autre des parties mais la politique d'obstructionnisme délibéré de la part des Gouvernements des Etats-Unis et d'Israël qui sape les propositions et les efforts de paix.

148. L'OLP appuie fermement l'appel lancé par son président, Yasser Arafat, à la Conférence internationale sur la question de Palestine, tenue à Genève en 1983 : un appel en faveur de la tenue d'une conférence internationale de la paix.

149. Nous sommes tout à fait d'accord avec la conclusion du Secrétaire général selon laquelle le conflit arabo-israélien ne peut être résolu que par un règlement global couvrant tous les aspects de la question, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes, et non pas à des résolutions spécifiquement choisies.

150. Le Gouvernement des Etats-Unis persiste à appuyer la politique et les pratiques israéliennes, que ce soit l'expansionnisme, avec ses aventures militaires et l'agression contre les Etats arabes voisins, ou l'intensification de la répression contre les Palestiniens dans les territoires palestiniens occupés.

151. Le Gouvernement des Etats-Unis en est même venu à institutionnaliser sa campagne de terreur et d'intimidation : un cas flagrant de terrorisme d'Etat. Il a adopté une loi, la Public Law 98-151, du 14 novembre 1983, qui stipule entre autres :

«Le 31 janvier de chaque année, au plus tard, ou au moment où le Président communique au Congrès les données annuelles portant sur l'assistance étrangère, s'il le fait avant cette date, le Président communiquera au Président de la Chambre des Représentants et au Président du Sénat un rapport complet évaluant, pour chaque pays étranger, le degré du soutien apporté par le gouvernement du pays en question, au cours des 12 mois qui précèdent, à la politique étrangère des Etats-Unis. Ce rapport doit faire état, pour ce qui est de chaque pays Membre de l'Organisation des Nations Unies, des renseigne-

ments recueillis et fournis par le Représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies au sujet de la comparaison des pratiques de vote dans les principaux organismes des Nations Unies, au cours des 12 mois qui précèdent, suivies par ce pays et par les Etats-Unis, l'accent étant mis, en particulier, sur le vote et les interventions du pays sur des questions d'importance majeure pour les Etats-Unis à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité; ce rapport doit comprendre également un compte rendu des actions concernant les Etats-Unis figurant dans des documents connexes importants comme le communiqué du Mouvement des pays non alignés. Le recueil complet des renseignements fournis par le Représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies et qui doivent être inclus dans ce rapport figurera en tant qu'additif audit rapport. Aucun crédit alloué ou libéré conformément à la présente loi ne sera engagé pour financer directement une assistance quelconque à un pays dont le Président estime, en se fondant sur le rapport qui doit être transmis au titre du présent paragraphe, qu'il est engagé dans un processus constant d'opposition à la politique étrangère des Etats-Unis⁶».

152. N'est-ce pas là du terrorisme d'Etat contre les Membres et l'institution même de l'Organisation des Nations Unies ? Peut-on malmenier davantage l'ONU ? Ils ont institutionnalisé leur terrorisme contre l'Organisation.

153. Par la même loi, on octroie à Israël un minimum de 910 millions de dollars au titre d'un prétendu soutien économique, ce qui signifie un nombre accru de colonies de peuplement israéliennes dans les territoires palestiniens occupés. Par la même loi on attribue 850 millions de dollars à l'enseignement et à la formation militaires et 300 millions de dollars aux activités de recherche et de développement menées par des Israéliens aux Etats-Unis, outre 250 millions de dollars réservés à l'acquisition de matériel et de services de défense.

154. Le rôle joué par le Gouvernement des Etats-Unis, dans sa volonté d'imposer la *pax americana* grâce à des alliances militaires stratégiques et d'annuler les tentatives de paix de l'Organisation des Nations Unies, est parfaitement clair.

155. L'OLP prie instamment tous les Etats Membres et toute la communauté internationale de s'associer et de contribuer — chacun dans la mesure de ses moyens — à la convocation d'une conférence internationale de la paix, comme le demandent les résolutions pertinentes. C'est la seule voie pouvant mener à la paix.

156. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Conformément à la résolution 477 (V) de l'Assemblée générale, en date du 1^{er} novembre 1950, je donne la parole à l'observateur de la Ligue des Etats arabes.

157. M. MAKSOUD (Ligue des Etats arabes) (*interprétation de l'anglais*) : La question du Moyen-Orient concerne essentiellement les problèmes et les questions qui découlent du conflit arabo-israélien. Certaines de ces questions deviennent plus complexes et apparemment presque insolubles du fait de l'intransigeance d'Israël et de l'appui presque aveugle qu'il reçoit des Etats-Unis. Cette situation rend le Moyen-

Orient vulnérable aux crises, ce qui a une influence néfaste sur l'avenir de la stabilité et de la paix de la région et du monde entier.

158. Depuis la trente-huitième session de l'Assemblée, plusieurs événements se sont déroulés au Moyen-Orient qui ont trait à notre débat et qu'il conviendrait de rapporter et d'expliquer complètement.

159. Le premier événement a été l'abrogation de l'accord du 17 mai imposé au Liban par Israël. Ceci constitue une mesure importante qui devrait permettre de panser les blessures du Liban et de renforcer les chances de cohésion nationale au Liban. L'accord du 17 mai était source de division et tendait à légitimer des négociations entreprises sous la contrainte de l'occupation. Il absolvait Israël d'avoir envahi le Liban sans justification et rejeté avec mépris les résolutions du Conseil de sécurité.

160. En outre, l'abrogation de l'accord du 17 mai a mis en évidence que les accords séparés de "paix" non seulement étaient une violation de la Charte de la Ligue des Etats arabes mais aussi affaiblissaient la position de négociation des Etats arabes pris individuellement. L'accord séparé organisé autrefois par les Etats-Unis, et connu sous le nom d'accords de Camp David, avait abouti, hélas, à l'exclusion temporaire de l'Egypte des conseils de la Ligue arabe. A la suite de l'abrogation de l'accord du 17 mai, les accords de Camp David sont devenus plus vulnérables. L'opposition qu'ils suscitent est devenue plus ouverte et active et deviendra en fin de compte plus importante.

161. Ce qu'il faut souligner, c'est que ces prétendus accords "négociés", qui l'ont été sous la contrainte de l'occupation et par l'entremise d'une superpuissance, sont réversibles. Il ne faudrait pas considérer ce fait comme on l'a fait, en termes "d'échec" ou de "succès", mais seulement sous l'angle des possibilités qu'il offre d'améliorer les chances de parvenir à une paix globale au Moyen-Orient. Si l'on arrive à rectifier une mauvaise formule ou un accord injuste, il faut s'en réjouir et non pas s'en attrister. La situation au Liban, il est vrai, demeure fragile, mais ce qui est tout aussi vrai, c'est que ce que l'on cherche avant tout, maintenant, c'est l'unité nationale, la réforme institutionnelle et des possibilités réelles d'exercer les prérogatives de la pleine souveraineté.

162. Le fait qu'Israël remette sans arrêt à plus tard son retrait du Liban et les pratiques inhumaines et à grande échelle auxquelles il a eu recours contre la population des territoires occupés — comme le montre l'arrestation, hier, de plus de 50 personnes dans le sud — ont suscité une résistance héroïque de la part des Libanais, dont la manifestation des femmes arabes et libanaises du sud du Liban en face de l'Organisation des Nations Unies a été l'expression. Cela a fait comprendre à Israël que la poursuite de l'occupation du sud du Liban lui coûterait de plus en plus cher et que la résistance du Sud deviendrait rapidement le catalyseur de la volonté nationale du Liban.

163. Le deuxième événement, qui est lié au premier, concerne ce qui se passe en Egypte. Lors de sessions antérieures, j'avais expliqué en détail les raisons de l'opposition radicale de la Ligue arabe aux accords de Camp David. Ce qui est nouveau, c'est l'ampleur de l'opposition à ces accords en Egypte, officiellement et officieusement. Cela a été prouvé par le boycottage

total par l'Egypte de ce que l'on appelle l'aspect normalif des accords de Camp David. Cette frustration largement répandue se manifeste par la croissance des partis politiques qui font davantage prendre conscience du fait que le traité de paix entre l'Egypte et Israël n'est qu'un écran de fumée et une autorisation donnée à Israël pour qu'il multiplie les colonies de peuplement sur la Rive occidentale et la bande de Gaza, annexe les hauteurs du Golan, annexe Jérusalem, envahisse le Liban et se serve des accords de Camp David comme prétexte pour justifier sa politique de refus et gagner du temps afin d'annexer d'autres territoires, de se livrer à de nouvelles agressions, de refuser d'autres droits, de fouler aux pieds de nouvelles résolutions de l'Organisation des Nations Unies et d'enfreindre d'autres normes du droit international et du comportement civilisé.

164. L'Egypte, consciente de son rôle à l'intérieur de la nation arabe et du piège que constituent les accords de Camp David, a pris une certaine distance vis-à-vis de ces accords, bien qu'elle n'ait pas encore pu se libérer de leur emprise suffocante. Ce n'est que lorsque l'Egypte remplira à nouveau son rôle de dissuasion qu'elle pourra jouer à nouveau le rôle national naturel qui lui revient au sein de la communauté nationale arabe. Il faut bien comprendre que c'est là notre espoir et notre objectif.

165. Le troisième événement est l'évolution de l'accord de coopération stratégique passé entre Israël et les Etats-Unis. Cette coopération stratégique a toujours été un élément des relations entre Israël et les Etats-Unis, mais elle a été plus marquée au cours de l'année écoulée. Israël a obtenu des Etats-Unis une tolérance qui atteint un tel degré qu'elle en est provocante et alarmante pour les Arabes car, à divers égards, cela va à l'encontre des intérêts et des droits nationaux des Arabes. A l'Organisation des Nations Unies, les Etats-Unis ont protégé Israël des conséquences logiques qu'auraient dû avoir ses agressions et ses violations. Alors que la communauté mondiale condamnait la conduite et les pratiques d'Israël dans les territoires occupés, les Etats-Unis non seulement n'ont pas voulu se rallier au consensus international mais ont cherché à empêcher qu'il se fasse et à en étouffer l'expression. Même lorsque le Conseil de sécurité a essayé, dans une résolution très modérée, de réaffirmer les dispositions de la Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre⁵ et a exigé qu'Israël supprime toutes les restrictions afin que des conditions normales puissent être rétablies, les Etats-Unis ont mis leur veto à cette résolution. Les Etats-Unis ont ainsi fourni à Israël une immunité sans précédent, qu'aucun agresseur n'avait jamais pu obtenir autrefois. Les Etats-Unis ont fait dans ce cas ce qu'ils avaient déjà fait précédemment, c'est-à-dire qu'ils ont permis à Israël d'agir comme bon lui semblait, quand il le voulait, là où il le voulait.

166. Intoxiqué par son arrogance caractéristique et sa certitude de bénéficier de la protection des Etats-Unis quoi qu'il fasse, Israël a redoublé d'intransigeance et de mépris à l'égard des résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Depuis qu'il a persuadé les Etats-Unis qu'il était leur seul allié "sûr" et leur instrument stratégique dans la région, Israël s'est assuré une source intarissable d'aide militaire et

économique qui favorise son expansion, sa politique d'annexion et la poursuite de sa violation de la souveraineté territoriale arabe et des droits nationaux et des droits de l'homme des Palestiniens.

167. On se demande pourquoi les Etats-Unis se laissent convaincre avec autant de "facilité" par la thèse israélienne. On peut s'attendre qu'Israël veuille avoir les mains libres pour réaliser ses desseins racistes et expansionnistes, mais la réponse des Etats-Unis, elle, est inattendue. C'est là la cause principale des phases critiques que traversent les relations entre les Etats-Unis et les Arabes et de l'instabilité qui persiste dans la région du Moyen-Orient.

168. L'accord stratégique passé entre les Etats-Unis et Israël protège ce dernier de l'opinion internationale et des sanctions que méritent son expansion et son agression endémiques. L'accord stratégique va plus loin car il se fonde sur deux hypothèses : premièrement, l'engagement des Etats-Unis de garantir la supériorité militaire qualitative d'Israël sur les Etats arabes et, deuxièmement, l'influence directe d'Israël sur la scène politique aux Etats-Unis. Traduit en politique concrète et en actes, cela veut dire que lorsque les Etats-Unis critiquent le comportement ou la politique d'Israël — et ces critiques deviennent de plus en plus rares — ce n'est pas suivi de mesures dissuasives. Il suffit de rappeler le rejet immédiat du plan Reagan du 1^{er} septembre 1982¹ par Israël et la tolérance manifestée par les Etats-Unis pendant l'invasion du Liban par Israël. Même lorsque le Président des Etats-Unis a demandé à Israël de geler l'établissement de colonies de peuplement, Israël a réagi en en créant de nouvelles et en développant celles qui existaient déjà. Ces faits sont tellement connus que je n'ai pas besoin de m'y attarder.

169. Mais ce qui pourrait mériter des explications, ce sont les raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont renoncé à tout jugement objectif en vue d'apaiser un Israël déchaîné et tolèrent des pratiques israéliennes aussi contraaires aux valeurs, aux intérêts, à la politique et au rôle normal des Etats-Unis.

170. Je ne vais pas entreprendre ici ce travail d'explication. Il apparaît de plus en plus évident que nombreux sont ceux qui, aux Etats-Unis, commencent à comprendre, malgré les efforts massifs de dissimulation dont il fait l'objet, le rôle joué par Israël dans l'érosion des capacités et de la crédibilité des Etats-Unis dans la région. Les Américains, non seulement ceux dont le comportement est dicté par leur conscience mais aussi les pragmatiques, osent maintenant critiquer Israël, sa politique ou l'aide militaire et économique considérable qu'il reçoit sans craindre d'être traités d'antisémites.

171. Tout en nous félicitant de cette évolution parmi les responsables politiques et ceux qui font l'opinion, nous ne devons pas en exagérer l'influence actuelle et les incidences futures. Ce que l'on peut observer, c'est que le lobby si solidement établi d'Israël ne peut plus prétendre être seul à déterminer l'orientation de la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient ou les réactions de l'opinion publique. Cela dit, il ne faut pas nous bercer de faux espoirs, ni prendre nos désirs pour des réalités.

172. Mais maintenant que les élections américaines sont terminées et que la rivalité entre les candidats

qui se disputaient les faveurs d'Israël ne vient plus entraver un débat véritable concernant les éléments qui doivent influencer la position des Etats-Unis au Moyen-Orient, nous pouvons logiquement espérer que les Etats-Unis ne se borneront plus à former un duo avec Israël lors des votes à l'Assemblée générale, comme nous l'avons si souvent observé avec une stupéfaction attristée.

173. On pourrait dire que j'accorde une place trop grande à l'analyse du rôle des Etats-Unis par rapport aux autres secteurs de la communauté mondiale. Mais j'ai des raisons évidentes de le faire.

174. Premièrement, les Etats-Unis sont l'une des deux superpuissances dotées de responsabilités mondiales spéciales à l'égard de la paix et de la sécurité internationales. Les Etats-Unis ont cherché à jouer un rôle exclusif dans la solution du conflit et à traiter les problèmes du Moyen-Orient de façon unilatérale. Ceci a eu pour effet d'empêcher l'Organisation des Nations Unies de jouer le rôle qui lui appartient et de disperser la contribution de la communauté mondiale, la rendant ainsi moins efficace.

175. Deuxièmement, les rapports particuliers qui existent entre Israël et les Etats-Unis ont été soulignés afin de faire croire à la communauté internationale que les Etats-Unis pourraient faire pression sur Israël et le contraindre à mieux se conformer à la volonté de la communauté internationale. Mais ce qui s'est passé, à quelques exceptions près, c'est que les Etats-Unis ont secondé Israël dans ses efforts pour paralyser l'action de la communauté internationale et éviter d'avoir à rendre des comptes.

176. Troisièmement, les Etats-Unis considèrent les problèmes du Moyen-Orient sous l'angle de la concurrence ou de l'affrontement entre superpuissances, ce qui les a amenés à méconnaître les griefs avant tout régionaux et locaux qui découlent de la conquête, de l'occupation continue de territoires, de la politique d'annexion et des pratiques racistes mises en œuvre par Israël. Les Etats-Unis n'ont pu ainsi juger les questions sur une base objective; ils l'ont fait en fonction de leurs priorités stratégiques dans le cadre de la guerre froide.

177. Quatrièmement, les Etats-Unis ont manifesté une tendance à considérer les "accords séparés" recherchés par Israël comme des "opportunités". Quels qu'aient pu être les motifs de cette attitude américaine, ils n'ont fait qu'augmenter l'instabilité dans la région du Moyen-Orient.

178. En ne comprenant pas le rôle déterminant des relations interarabes, le Gouvernement américain a été amené à accepter aveuglément les thèses d'Israël et ainsi, bien souvent, à voir la situation au Moyen-Orient par les yeux d'Israël, tout en gardant ses distances, parfois, par rapport aux excès embarrassants du comportement et des pratiques d'Israël.

179. La nation arabe, pour de nombreuses raisons historiques et intellectuelles, comptait que les Etats-Unis seraient capables d'impartialité. Hélas, on en a déduit que nous étions prêts à nous faire les otages de la partialité des Etats-Unis envers Israël. Lorsque les Arabes ont présenté au monde le plan de paix énoncé dans la Déclaration finale adoptée le 9 septembre 1982 par la douzième Conférence arabe au sommet, tenue à Fès³, les Etats-Unis ont vu dans notre volonté

de paix véritable une disposition à la passivité. Les Etats-Unis ont pensé qu'ils ne pouvaient guère s'opposer à l'intransigeance israélienne; certains Américains la justifiaient, d'autres l'acceptaient, peu la critiquaient. Cette hypothèse des Etats-Unis les a amenés à faire pression sur les Arabes pour les inciter à faire des concessions alors que notre modération collective aurait dû inciter les Etats-Unis à exercer une pression sur Israël.

180. Je ne voudrais pas m'attarder sur le paradoxe de la position des Etats-Unis et de leur politique en ce qui concerne le conflit arabo-israélien. Il suffit de dire que les Etats arabes ont noté des points de convergence et de divergence avec le plan Reagan du 1^{er} septembre 1982¹. Israël a rejeté d'emblée ce plan. Les Etats-Unis ont rejeté le plan de Fès de la Ligue arabe et ont souligné les aspects positifs de leur coopération stratégique avec Israël.

181. Les Etats-Unis ont demandé à Israël d'arrêter la création de colonies de peuplement sur la Rive occidentale et à Gaza. Mais Israël en a créé de nouvelles et a cherché à annexer ces zones petit à petit. Les Etats-Unis augmentent leur aide militaire à Israël et cherchent par divers moyens à sauver ce dernier d'un effondrement économique. Le paradoxe s'accroît encore.

182. Les Etats-Unis, qui prétendent adhérer au principe de l'autodétermination, font exception pour les Palestiniens, comme si ce principe ne pouvait pas leur être appliqué. Les Etats-Unis s'indignent chaque fois qu'un Juif soviétique prétend que ses droits de l'homme ont été violés, alors qu'en ce qui concerne le Liban méridional, où les droits de l'homme de toute une population sont systématiquement violés, les Etats-Unis émettent un veto contre un simple projet de résolution cherchant à protéger ces droits.

183. La question du Moyen-Orient ne peut être discutée que dans un contexte plus large. Ce qui se passe au Moyen-Orient a inmanquablement des conséquences sur ce qui se passe dans le champ plus vaste des relations internationales, de même que les événements de la région sont influencés par ces dernières. L'interaction entre les événements régionaux et mondiaux non seulement est inévitable mais, de plus, est très sensible au Moyen-Orient.

184. Ceci pose un problème et en même temps offre une opportunité. Ce qui s'est passé récemment dans le contexte mondial peut être considéré comme une évolution positive. La réunion annoncée récemment par les Etats-Unis et l'Union soviétique qui leur permettra de discuter, même à un stade préliminaire, des questions du désarmement contribuera, nous l'espérons, à réduire peu à peu les tensions.

185. Ceci permettra d'entrevoir au Moyen-Orient une nouvelle possibilité d'arriver à une paix authentique, juste et globale.

186. En d'autres termes, pour saisir cette opportunité, il faut absolument que la conférence internationale de la paix proposée par le Secrétaire général, et qui a fait l'objet d'une recommandation de l'Assemblée générale lors de sa trente-huitième session, soit définie de façon plus précise et que l'on redouble d'efforts en vue de sa convocation.

187. Les Etats membres de la Ligue des Etats arabes souhaitent ardemment contribuer à la réalisation de cet objectif. La conférence proposée aurait l'avantage de

concentrer l'attention sur les causes et les problèmes qui sont au cœur des tensions et des crises au Moyen-Orient. Ainsi, on pourra rechercher la solution des problèmes à l'abri des impératifs de la guerre froide ou des rivalités d'influence et de pouvoir entre superpuissances.

188. Le moment est propice pour que le Secrétaire général renouvelle ses efforts relatifs à la convocation de cette conférence. L'objection que les Etats-Unis avaient formulée en période d'élections présidentielles disparaîtra peut-être au vu de critères plus objectifs. Les Etats-Unis, en outre, comprendront certainement les avantages qu'offrent une approche globale et une participation plus collective. L'unilatéralisme s'est révélé néfaste et contraire aux objectifs visés par les diverses initiatives.

189. En rejetant d'emblée la convocation d'une conférence internationale, Israël nous renforce dans la conviction qu'il continuera de s'opposer à cette proposition tant qu'il sera sûr des assurances données antérieurement par les Etats-Unis selon lesquelles son obstination ne lui coûtera aucun sacrifice diplomatique, militaire ou économique. Nous sommes convaincus que les Etats-Unis pourront agir selon leur jugement et selon les exigences de leur responsabilité. Israël comprendra ainsi que ses caprices n'empêcheront pas les Etats-Unis de poursuivre leur politique avec objectivité et impartialité.

190. La conférence internationale proposée, comme l'indique le rapport du Secrétaire général, sera réunie sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Le fait qu'une superpuissance comme l'Union soviétique ait appuyé cette proposition ne devrait pas nous empêcher d'en étudier les avantages du point de vue de la procédure et du fond et devrait nous inciter à faire de la recherche d'une solution aux problèmes du Moyen-Orient une vaste entreprise internationale au lieu d'en faire une cause de friction au niveau international.

191. Nous savons que la question du désarmement nucléaire aura la plus haute priorité lors du prochain entretien entre MM. Shultz et Gromyko. Si cela peut conduire à une plus grande souplesse des positions relatives au problème du Moyen-Orient, nous pourrions nous louer du réalisme du Secrétaire général.

192. Les Etats arabes réunis à la douzième Conférence arabe au sommet, tenue à Fès, ont clairement défini un consensus arabe viable. Nous avons cherché à adapter notre position aux exigences d'un consensus international et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Notre position depuis la résolution et le plan de paix de Fès a été claire, cohérente et conforme à ce que la communauté internationale a défini comme étant des droits légitimes et les éléments de base d'une paix juste et durable, étant entendu que seule une paix juste peut être durable.

193. L'année 1985 doit être marquée par un examen complet et décisif du problème du Moyen-Orient. La convergence de certains facteurs favorise cette possibilité. Nous devons saisir cette opportunité. Les modalités prévues dans le rapport du Secrétaire général en offrent les moyens appropriés et l'Organisation des Nations Unies fournit le cadre qui convient. Si nous y arrivons, nous pourrions voir s'ouvrir une nouvelle ère de paix et de progrès véritables. Nous pourrions alors unir nos énergies pour atteindre les

nobles objectifs de l'Organisation. Quelle meilleure façon, pour l'Organisation des Nations Unies, de célébrer son quarantième anniversaire que de parvenir à la réalisation de ce qui lui échappe depuis si longtemps, à savoir une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient et la réalisation des droits de l'homme et des droits nationaux du peuple palestinien ?

194. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Le vote sur les projets de résolution présentés au titre de ce point de l'ordre du jour aura lieu lors d'une séance ultérieure.

La séance est levée à 13 h 40.

NOTES

¹ Voir *Weekly Compilation of Presidential Documents*, Washington, D.C., Government Printing Office, 1982, vol. 18, No. 35, p. 1081.

² Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-septième année, Supplément de juillet, août et septembre 1982*, document S/15403.

³ *Ibid.*, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1982, document S/15510, annexe.

⁴ Voir *Rapport de la Conférence internationale sur la question de Palestine, Genève, 29 août-7 septembre 1983* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.I.21), chap. I.

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

⁶ *United States Code: Congressional and Administrative News*, 98th Congress-First session, 1983, Public Law 98-151, Saint Paul, Minnesota, West Publishing Co., 1984.